

LORRAINE 2030 : QUELLE CITOYENNETÉ ?



Séance Plénière du 11 octobre 2013

Rapport de la
Section Prospective
du CESE de Lorraine

Ce rapport a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée le 11 octobre 2013.

Membres de la Section Prospective

Monsieur Raymond BAYER, Président de la Section Prospective

Monsieur Alain MISSOFFE, Vice-président de la Section Prospective

Monsieur Philippe BURON-PILATRE,

Madame Lucette COLLET,

Monsieur Frantz EHRLACHER

Monsieur Pascal FEVOTTE,

Monsieur Michel JUBERT,

Madame Sylvie MATHIEU,

Madame Marguerite MESSENET,

Monsieur Patrick MEYER,

Madame Estelle POCHAT,

Monsieur Luc JOHAN (ancien membre du CESE de Lorraine, désormais Recteur de l'Académie de Limoges)

Membres associés

Monsieur Roger BRIESCH, ancien président du Comité Economique et Social Européen

Madame Marie-France GAUNARD - ANDERSON, Géographe

Monsieur Pascal GAUTHIER, Directeur Général de l'EPFL

Monsieur Jean-François LAIBE

Monsieur Christian TOULET, Directeur Régional de l'INSEE Lorraine (et M. Bertrand KAUFMANN, Directeur des études)

Coordination et suivi

Alexandre MAJERCSIK

Secrétaire Général du CESE de Lorraine

Mentions légales

Editeur : CESE de Lorraine

Place Gabriel Hocquard - 57036 Metz Cedex 1

Imprimeur : Région Lorraine

Place Gabriel Hocquard - 57036 Metz Cedex 1

Tirage : Octobre 2013

ISBN : 978-2-11-138560-3 et 978-2-11-138561-0

Dépôt légal - Octobre 2013

Les membres de la Section Prospective territoriale du CESER de Lorraine tiennent à rendre ici un hommage particulier aux membres de la section des précédentes mandatures qui, par leurs travaux, leur ont largement ouvert la voie des réflexions retenues dans cette contribution.

Celle-ci s'appuie également sur les travaux menés ces dernières années par le Conseil Economique, Social et Environnemental de Lorraine et consultables sur son site Internet : www.ceselorraine.eu.

Les membres de la Section Prospective Territoriale tiennent également à remercier L'INSEE Lorraine pour ses nombreux apports, notamment par ses études mais aussi pour son précieux concours dans l'établissement d'une méthodologie nécessaire à la bonne réalisation de ce travail de prospective.

Préambule	7
Instantané(s) sur le regard de 2005	9
a. Rappel des scénarios envisagés	9
b. 2013 : où en sommes-nous ?	10
c. 2013 - la réalité	10
1ère partie - Une démarche nouvelle engagée autour de la citoyenneté	15
a. Les différentes dimensions	15
b. L'approche retenue	18
2ème partie - Les variables retenues	23
Le champ social et sociétal	
1- La famille - la démographie - la population	24
2- Le multiculturalisme - la diversité - la dimension européenne	27
3- L'égalité hommes/femmes	30
Le champ socio-économique	
4- Le travail - l'emploi - le chômage	31
5- L'économie	32
6- L'éducation - la formation	33
Le champ de l'environnement des citoyens	
7- L'environnement - l'énergie	35
8- La sécurité - l'insécurité	37
9- La décentralisation - la politique	39
10- La santé	41
11- Le développement du numérique	42
12- Les mobilités - les infrastructures	44
3ème partie - Evolution des scénarios	49
Introduction	49
1er scénario : le Repli	51
2ème scénario : la Coopération	54
3ème scénario : l'Engagement	56
Conclusion	59
Annexes (interventions en séance plénière)	60

Préambule

La Prospective est un exercice difficile car elle porte sur l'avenir, par nature incertain, et comporte donc une part d'erreur et des parti-pris qui peuvent dès lors donner lieu à des débats plus ou moins apaisés. Elle peut être présentée comme la tentative d'écrire ce que pourrait être l'avenir, ou plutôt le devenir d'un territoire. Il ne s'agit donc pas d'écrire avec certitude ce que sera demain, mais d'imaginer, selon des évolutions prévisibles ce que pourrait être demain. Cette écriture se fait en général sur la base de plusieurs scénarios, décrivant des évolutions différentes en fonction de la prise en compte plus ou moins forte de variables qui auront une influence sur ces avenirs. Il convient que le lecteur garde à l'esprit que le « futur vrai » ne sera pas exclusivement l'un ou l'autre des 3 scénarios qui seront développés ultérieurement, mais probablement une combinaison de ces trois scénarios. Il importe tout autant d'admettre que des éléments non-envisagés aujourd'hui viendront interférer sur l'écriture du réel de demain.

Par cette contribution, les membres de la Section Prospective Territoriale du CESE de Lorraine ont souhaité poser la question du poids des volontés individuelles et collectives pour changer les choses et tendre vers un développement harmonieux de la Lorraine. C'est donc avec la question du rôle des citoyens et de la société civile organisée qu'est ainsi posée, en filigrane, la réalité d'une démocratie active au bénéfice de la vitalité d'un territoire et de ses habitants. La société civile organisée s'entend ici comme l'ensemble des représentants des corps intermédiaires, des associations, des structures qui participent, au-delà des institutions politiques, à la vie de la cité.

Instantané(s) sur le regard de 2005

a. Rappel des scénarios envisagés

La Section de la Prospective Territoriale du CESE de Lorraine présentait le 18 janvier 2005 son rapport « La Lorraine en 2025, tableaux d'une exploration ». Cette présentation, faut-il le rappeler, suscita de nombreuses réactions en raison des hypothèses avancées. Celles-ci se regroupaient dans quatre scénarios : l'un dit central, celui de la Lorraine au fil de l'eau ; trois autres scénarios avec des parti-pris, le déclin démographique contenu, l'aire métropolitaine intégrée et enfin, la revitalisation des espaces périphériques.

Avant d'entamer le nouveau travail de prospective, il a semblé utile aux membres de la Section de faire un état des lieux de ces quatre scénarios et de leur réalité dans la Lorraine d'aujourd'hui.

Dans le scénario « **au fil de l'eau** », la Lorraine ne connaît pas en 2025 une situation fort différente de celle qu'elle rencontrait en 2000. Il y a confirmation des tendances repérées alors : « *langueur démographique, déficit de rayonnement métropolitain, diffusion de la croissance à partir des villes du sillon lorrain* ». Si de nombreux éléments se trouvent confirmés aujourd'hui, certains ne sont pas avérés en 2013. Il en est ainsi de l'Université de Lorraine puisque celle-ci a vu le jour et notamment grâce à l'implication forte des présidents des Universités de Metz et Nancy. Sur l'évolution du territoire, la tendance en 2013 s'avère fort différente également. Ainsi, la ville de Metz ne semble pas aujourd'hui s'orienter vers les études supérieures en matière de transport et de télécommunications et l'espace central ne se constitue pas d'initiatives privées à vocation économique et centrées autour des transports et de la logistique. A contrario, le déploiement spatial des populations s'observe en 2013 comme indiqué dans le

rapport de 2005 avec une concentration dans le sillon lorrain, dans les zones rurales avoisinantes (devenant d'ailleurs de moins en moins rurales) et à proximité du Luxembourg.

Le scénario du « **déclin démographique contenu** » se voulait volontariste et optimiste. Une croissance démographique retrouvée grâce à une embellie du taux de fécondité et la carte mise en avant de la Lorraine terre d'intégration et d'authenticité. Une croissance économique stimulée par une politique de formations adaptées aux territoires, une dynamique de soutien à la création d'entreprise et une part des femmes dans la vie active de plus en plus importante. Ce développement s'accompagne d'une répartition harmonieuse des services sur l'ensemble du territoire qui connaît dès lors une croissance équilibrée de ses différentes composantes.

Le scénario de **l'aire métropolitaine intégrée** place la Lorraine dans une dynamique démographique vertueuse qui s'est construite grâce à la construction de cette métropole lorraine. Cette métropole s'édifie grâce à un cœur logistique central où toutes les grandes fonctionnalités de l'intermodalité sont présentes (air/route/fer). Sur le plan institutionnel mais surtout au niveau académique, la Grande Région prend tout son sens et se construit autour d'échanges incessants entre les différents sites universitaires et de recherche/innovation qui la composent. Cette mise en place se fait enfin grâce à des modes de circulation performants, notamment en matière ferroviaire avec la montée en gamme du TER.

Dans le dernier scénario, **la revitalisation des espaces périphériques** n'est pas ici le fait d'un exutoire à la métropolisation mais bien le fruit d'une vo-

lonté et d'une politique concertée des acteurs publics lorrains. Que ce soit dans le domaine marchand et non marchand, dans le domaine de la formation et des qualifications, dans le domaine touristique ou culturel, tout est fait pour cultiver la différence et le rayonnement de chaque partie du territoire.

b. 2013 : où en sommes-nous ?

Il est intéressant de se replonger dans ces premières pistes et de mesurer leur pertinence, leur vérité, à l'épreuve du temps et des événements. Car il est un fait qui ne s'est pas démenti depuis les années 1980, c'est l'extraordinaire vélocité du changement. D'une année à l'autre, les technologies évoluent de manière plus ou moins radicale mais assez nettement pour conduire à des changements de modes de vie, organisationnels assez profonds.

La lecture de ces tableaux élaborés en 2005 montre la perspicacité et la rigueur de l'analyse menée à cette époque. Il est d'ailleurs assez paradoxal de faire ce constat aujourd'hui quand on sait à quel point la présentation du rapport de 2005 fut prétexte à des oppositions tranchées.

Huit années plus tard, de nombreux éléments donnent raison aux membres de la section prospective d'alors :

- Construction métropolitaine,
- Espace central,
- Dynamique des espaces ruraux,
- Démographie étale,
- ...

De nombreux éléments qui étaient censés provoquer un renouveau ou une croissance démographique n'ont pas eu cet effet. La construction de la métropole lorraine a bien avancé et les prédictions prospectivistes étaient justes : la construction de l'Université de Lorraine est devenue le fer de lance de cette ambition. D'autre part, les élections de 2008 ont amené sur la place lorraine de nouveaux maires qui ont saisi l'opportunité de la métropole. Metz et Nancy ne sont

ainsi plus dos à dos, mais bel et bien face à face. Cependant, cette métropolisation en « marche » n'a pas eu sur la démographie les évolutions escomptées.

Les villes cœur de la métropole perdent de la population, la Lorraine reste sur une démographie atone et si les espaces ruraux progressent, ne sont concernés que ceux situés à proximité d'une « métropole », que ce soit l'axe Metz-Nancy, le Luxembourg ou Strasbourg.

L'espace central, porté par une partie des acteurs publics, peine, dans ce contexte, à se construire. A la fois opposé au développement des villes du sillon métropolitain, à la légitimité des départements, cet espace souffre également d'une définition géographique par trop floue, d'une spécificité pas assez précisée. A ce titre, en 2013, la vocation attitrée d'espace logistique ne s'est pas concrétisée à l'exception d'un projet porté par le Département de la Moselle sur la zone d'Illange, dont il reste à connaître le véritable objet et les acteurs impliqués.

c. 2013 – la réalité

En 2013, la Lorraine, assurément, n'a pas réussi sa redynamisation telle qu'ont pu l'espérer les auteurs de la précédente contribution. Il faut dire qu'entretiens, une crise majeure à l'échelle internationale s'est invitée. En ce qui concerne l'enjeu métropolitain, à l'évidence, il y a eu une nette amélioration à la suite de l'écriture de cette première contribution. Depuis 2008, faut-il y voir une conséquence de l'arrivée d'une nouvelle équipe municipale à Metz, les deux grandes villes lorraines se regardent et ne se tournent plus le dos. Dans cette évolution, comment ne pas citer **la naissance de l'Université de Lorraine**? Ce qui apparaissait comme improbable en 2005 est devenu réalité. Le mérite en revient en premier lieu aux Présidents des Universités de Metz, Nancy ainsi qu'aux dirigeants de l'INPL qui ont compris la nécessité de ne faire qu'un. Le mérite en incombe aussi aux Maires de Metz et Nancy, aux Présidents

de Conseil Général concernés ainsi qu'au Président du Conseil Régional de Lorraine qui ont su créer un pacte territorial sur ce sujet. Il s'agit de la première construction tangible rentrant dans le cadre de ce projet métropolitain. Il permet à ce nouvel ensemble régional de figurer dans le classement de Shanghai, la référence en matière de classement universitaire mondial, même si cette classification peut faire débat. C'est certainement l'acte fondateur d'une métropole régionale. Cette construction métropolitaine se poursuit avec la volonté des deux agglomérations de travailler ensemble sur les grands équipements culturels. Elle profite enfin d'un cadre de référence avec la possibilité de créer des pôles métropolitains. Le Sillon Lorrain a été la première entité à en déposer les statuts. A ses côtés, une conférence du pôle métropolitain, instance d'échanges et d'ouverture à d'autres territoires connexes.

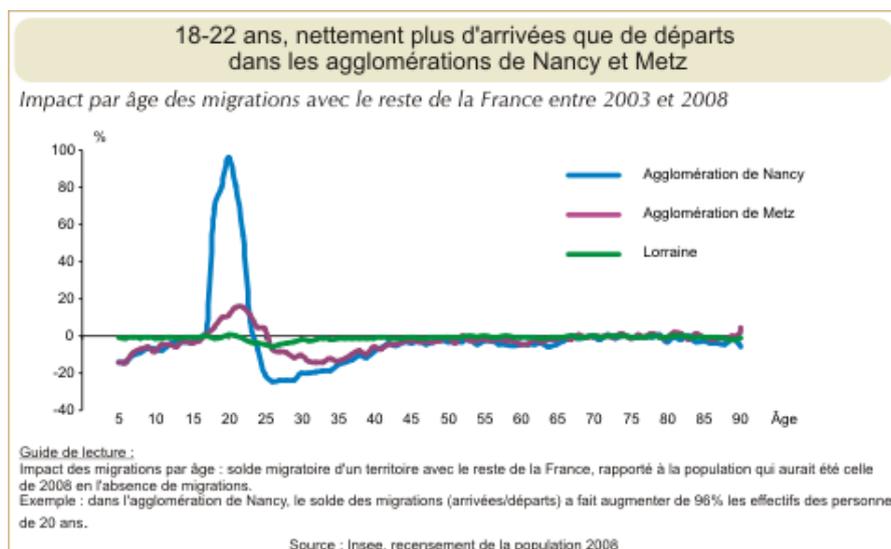
Sur les volets démographiques, l'installation des habitants a connu également quelques évolutions. Ainsi, on peut voir que l'éloignement des cœurs de ville est toujours aussi important et profite désormais à des villes ou des bourgs toujours plus éloignés. L'évolution démographique montre une stagnation voire une baisse de la population dans les deux villes phares, et un accroissement de la population dans les zones résidentielles soit de Metz, de Nancy ou de Strasbourg. La Meuse de l'Est en tire particulièrement profit, ainsi que le territoire proche de Sarrebourg. Le Nord du territoire progresse également en raison de sa proximité avec le Luxembourg à l'exception notable du Bassin Houiller et du Pays de Sarreguemines.

En matière d'attractivité, la Lorraine a aussi connu quelques rebonds. Il est bien évidemment ici question de l'arrivée du Centre Pompidou Metz en mai 2010, dont le succès indéniable procède également de l'afflux de visiteurs non-lorrains. Ce nouvel espace culturel change aussi l'image de la Lorraine et contribue fortement à la mise en désir de ce territoire. La vie associative, les activités sportives et le développement touristique participent au rayonnement ré-

gional et à son attractivité. L'Université de Lorraine y contribue certainement aussi. Le solde migratoire est négatif sans pour autant signifier que les mouvements migratoires ne se font pas dans les deux sens. Ainsi, les entrants sont plus nombreux sur la période 2003-2008 que sur la période 1990-1999 et il en est de même pour les sortants. La Lorraine possède un solde migratoire fortement déséquilibré avec l'Île de France, et les régions du Sud de la France. A l'opposé, elle a un solde migratoire positif avec les régions limitrophes de Champagne-Ardenne, et les régions de Picardie et du Nord-Pas de Calaisⁱ.

Cependant, de nombreux éléments mis en exergue en 2005 se révèlent être toujours, voire plus encore, d'actualité en 2013. La faiblesse en qualification de haut-niveau persiste, la Lorraine n'arrivant pas sur ce point à combler son retard et au contraire reculant notamment pour les diplômés Bac+ 2 et plus (rapport SITECO 2012 page 94). Les difficultés rencontrées autour de la gare d'interconnexion (l'emplacement, la qualification et l'usage réel de l'une ou l'autre) confortent ce sentiment d'une Lorraine au fil de l'eau où rien n'avance vraiment. Le plus négatif de cette séquence est certainement la destruction continue d'emplois industriels. Le mouvement amorcé à la fin des années 60 semble inexorable.

i (1) Source INSEE, étude 274 janvier 2012 Migrations résidentielles en Lorraine : 7 profils-type du nouvel arrivant.



Le tableau ci-dessus montre bien l'impact des étudiants sur le solde migratoire, particulièrement sur l'agglomération de Nancy et le creux qui suit dans la population des 25-40 ans, même si au niveau lorrain, le solde est plus fin que pour les deux agglomérations.

Au cours des 10 dernières années, la Lorraine est la Région qui a perdu le plus d'emplois industriels, cette tendance s'élargissant désormais aux commerces et aux services. Selon l'étude TRENDEO, elle est la région qui, avec la Martinique, a connu le plus grand nombre de défaillances d'entreprises. Cette chute inexorable s'accompagne désormais de l'installation structurelle d'un chômage de longue durée et d'un chômage élevé des seniors.

Dès lors, comment peut-on qualifier « l'Homo Lotharingus » de cette Lorraine au fil de l'eau. Il est, pour une majeure partie, ancré dans le territoire depuis de nombreuses années. Il vient, pour 5% de la population, de l'extérieur de la Région et dans ce cas, est plutôt diplômé, marié avec des enfants. Si la jeunesse étudiante gonfle la pyramide des âges des grandes villes, on assiste très rapidement à une hausse

de l'âge moyen qui s'explique en grande partie par un phénomène de rurbanisation avec des villages et des petites communes qui connaissent un rajeunissement spectaculaire

Nous avons la confirmation d'une dynamique exceptionnelle entre Thionville et la frontière luxembourgeoise, qui se traduit d'ailleurs par une hausse importante du prix foncier dans ce secteur géographique lorrain.

Dans la poursuite de ce rapport dont les hypothèses restent encore aujourd'hui pertinentes, la Section Prospective a décidé de s'interroger sur le rôle des acteurs : politiques – économiques – sociaux – culturels, auteurs de projets et d'actions visant à développer notre région dont le déclin ne saurait être inéluctable.

UNE DÉMARCHE NOUVELLE ENGAGÉE AUTOUR DE LA CITOYENNETÉ



PARTIE 1

a. Les différentes dimensions

C'est par l'idée de citoyenneté et le statut de citoyen que la Section a souhaité décliner les scénarios des futurs possibles pour la Lorraine dans les vingt années à venir. Cette notion de citoyenneté se décline dans différentes dimensions :

1. Politique : dans sa complexité et ses multiples dimensions institutionnelles, historiques et spatiales tout en privilégiant une approche « régionale » interrogeant les volontés et les capacités d'actions sur le territoire. La Lorraine se caractérise par sa position géographique dans l'espace européen, son appartenance en tant que collectivité aux différentes instances de coopération et de réflexion mise en place pour participer à une construction européenne, elle-même fortement contestée en ce moment.

2. Economique – Social – Culturelle – Environnementale : dont le Conseil Economique Social et Environnemental est l'une des expressions citoyennes, au sens que l'on accorde à ce qu'on nomme aussi la « société civile » ou « société civile organisée » ou « instance de démocratie participative », dont le rôle est essentiel dans l'engagement des individus associés au sein de multiples formes d'organisations qui participent au développement régional.

3. Démocratie politique et démocratie sociale (au sens de société) se complètent pour faire du citoyen l'acteur déterminant de son avenir. Sur ces deux leviers se jouent le présent et l'avenir d'une région qui doit compter sur ses propres forces pour conjurer à la fois une situation démographique et économique qui pourrait entraîner notre région vers « le fil de l'eau », en constatant le départ de sa jeunesse et de ses forces vives, matérialisé par un solde migratoire défavorable et dans un contexte économique déprimé.

Pour s'engager dans cette démarche réflexive, il a semblé impératif de commencer par une analyse la plus ouverte possible de la situation actuelle.

Que dire de la question de la citoyenneté aujourd'hui? A l'échelle nationale, les valeurs communément acceptées et partagées (la solidarité, la foi dans le progrès et une certaine confiance dans l'avenir, l'acceptation de la confrontation et de la diversité) vacillent et au contraire, les phénomènes de repli sur soi, d'ostracisme, un renforcement de l'individualisme et une certaine défiance en l'avenir semblent prendre de l'ampleur. Quelles en sont les raisons ?

La crise (ou les crises pour être exact) que la société subi(ssen)t actuellement est (sont) d'une durée et d'une ampleur inégalées. Elle(s) se caractérise(nt) notamment par un accroissement des inégalités de ressources et d'emplois et une précarisation croissante. Dans la grande mutation globalisée caractérisant l'entrée dans le nouveau millénaire, les crises sont les symptômes d'une rupture avec des modes de vie et une organisation économique bouleversant les repères traditionnels. La population de notre pays et de notre région, peut-être plus que les autres, en raison de son histoire marquée par les « Lumières » et l'héritage politique faisant de la France une « République indivisible, laïque, démocratique et sociale » vit cette période avec pessimisme et fatalité.

La hausse du chômage, la difficulté à retrouver un emploi, l'essor des emplois précaires provoquent un grand désespoir. Ce désespoir n'est d'ailleurs pas l'apanage des seuls salariés du privé. Les fonctionnaires font également face à ce mal-être, tout comme les médecins et les agriculteurs, ces derniers connaissant le plus fort taux de suicide. Cette situation de crise entraîne ainsi un mal-être généralisé au travail.

Ces difficultés économiques se doublent d'un sentiment d'insécurité et de violence, réelle ou ressentie ce que met très bien en avant le journaliste Louis MAURIN (Déchiffrer la société française, éd. La découverte, p.293-313). L'augmentation des cas de maltraitance, sur les enfants ou sur les femmes, l'élévation du nombre d'incestes sont révélatrices de ce climat de violence. La hausse des cas d'incivilité, de dégradations gratuites est tout aussi exemplaire de cette détérioration du vivre-ensemble. Ce sentiment n'est pas forcément réel mais se diffuse aussi grâce à une sur-communication médiatique, virtuelle dont l'intensité tend à démultiplier l'ampleur réelle des évènements.

On assiste donc, dans ce climat de menace, à un repli sur soi très puissant, y compris chez les gens déjà installés. Alors que dans certains pays européens, ce repli est communautaire (Belgique, Hongrie), il est en France très individualiste. Deux phénomènes propres à notre pays peuvent l'expliquer :

- Une défiance, ou un manque de confiance, particulièrement élevés dans notre pays envers les autres. Que ce soient nos voisins, nos collègues de bureau, nos patrons, nos dirigeants ;
- Une volonté surreprésentée d'être propriétaire de sa maison d'où un renforcement de cet individualisme.

Cette crise sociale découle aussi d'un sentiment de frustration qui n'a fait que croître au cours de ces dernières années. Il serait intéressant de mesurer finement la réalité de l'évolution du pouvoir d'achat des Français au cours de ces trente dernières années... car le sentiment de baisse du pouvoir d'achat s'explique aussi par la frustration née de l'accumulation des offres d'achat disponibles avec des marges de manœuvre restreintes, notamment en raison du poids de plus en plus fort du logement dans le budget des Français. Cela a créé l'émergence d'un standard de vie rêvé, jaloué... d'une course au toujours plus... Certains auteurs font ici référence au « vouloir d'achat » qui pourrait agir comme un amplificateur du sentiment de baisse réelle du pouvoir d'achat. En face d'un modèle de société développée s'incarnant dans la surconsommation et qui semble à bout de souffle, on ne voit pas émerger une autre façon de vivre ensemble sauf dans des expérimentations ou des projets minoritaires souvent surmédiatisés, sans pour autant devenir des standards acceptés. L'avenir dessinera peut-être le consomm'acteur plus engagé.

Ce « toujours plus » familial, sociétal et professionnel a pour résultat ce sentiment d'une société fatiguée, déprimée et divisée. De plus, notre société est victime d'une double fracture territoriale qui renforce les prises de position extrémistes

Une abstention systématique en augmentation

	Proportion d'électeurs à chaque scrutin (%)					
	2012		2007		2002	
	Lorraine	France	Lorraine	France	Lorraine	France
Ont participé à tous les tours de scrutin...	44,6	47,3	48,5	50,4	39,5	47,1
Ont participé à tous les tours sauf un	17,0	16,8	13,3	15,6	21,9	19,3
Ont voté deux fois	18,6	17,9	22,5	19,1	15,7	13,3
Ont voté une seule fois	6,1	6,2	5,8	5,5	7,4	7,2
Aucune participation	13,7	11,8	9,9	9,5	15,6	13,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee, enquêtes de participation électorale 2002, 2007, 2012

La Lorraine n'échappe pas à cette évolution générale. Elle se situe elle-même dans une situation accrue de crise dans laquelle le poids de son passé industriel s'est fait cruellement ressentir. Mais la Lorraine s'est également démarquée par un vote des extrêmes qui ne peut que surprendre. Seule Région de France à avoir trois frontières, la Lorraine a connu, lors des élections présidentielles et législatives de 2012, des taux élevés de vote en faveur des extrêmes ou de l'abstention, notamment sur les zones frontalières. Décrit en 2010 comme l'un des atouts de la Lorraine, cette ouverture européenne ne recueille pas l'adhésion des populations frontalières, qui se replient vers des votes contestant les choix proposés aux suffrages par la Communauté Européenne.

De la même façon que l'Hexagone, ce vote du refus, de l'ostracisme et de la défiance se retrouve également dans la carte de l'urbanisation française. Les nouveaux lotissements de 1ère et de 2ème couronne attirent sensiblement des électeurs tentés par des votes extrémistes.

Dans son ouvrage «Nouveau Portrait de la France», le sociologue Jean VIARD décrit précisément les mouvements à l'œuvre depuis une quarantaine d'années et qui expliquent en grande partie cette évolution du vote de nos concitoyens. L'allongement de la durée de vie a ainsi considérablement modifié le comportement des Français puisque la quotité de temps disponible, celle en dehors du travail et du sommeil, a pris une part prépondérante dans leur vie. Cette élévation fantastique du temps libre a eu un impact considérable sur nos modes de vie : société du loisir, société du mouvement, société de l'immédiatement disponible, mais aussi quête du jardin, avènement du barbecue pour tous ou « le triomphe du thuya », symbole de la zone pavillonnaire érigée en autant de parcelles individuelles sans lien les unes entre elles. Le sociologue décrit ainsi ses nouveaux habitants des communes suburbaines, qui y sont sans y vivre pleinement, qui n'y sont qu'un temps très faible.

Évolution des temps sociaux au cours d'une journée moyenne jusqu'en 2010

	Femmes			Hommes		
	1986	1999	2010	1986	1999	2010
Temps physiologique	11 h 25	11 h 33	11 h 36	11 h 12	11 h 16	11 h 17
Travail, études, formation (y. c. trajets)	3 h 16	3 h 27	3 h 31	5 h 47	5 h 30	5 h 15
Temps domestique	5 h 07	4 h 36	4 h 01	2 h 07	2 h 13	2 h 13
Ménage, courses	4 h 10	3 h 40	3 h 01	1 h 10	1 h 15	1 h 17
Soins aux enfants	0 h 42	0 h 38	0 h 45	0 h 10	0 h 11	0 h 19
Jardinage, bricolage	0 h 15	0 h 18	0 h 15	0 h 47	0 h 47	0 h 37
Temps libre	3 h 28	3 h 46	3 h 58	4 h 09	4 h 25	4 h 28
Trajet	0 h 44	0 h 38	0 h 55	0 h 45	0 h 36	0 h 48
Ensemble	24 h 00					

Note : les durées relatives à 1999 ont été recalculées de façon à rendre possible la comparaison des deux enquêtes malgré des nomenclatures différentes

Lecture : en 2010, les femmes d'âge actif passent en moyenne 11h 36 par jour à dormir, manger et se préparer.

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 15 à 60 ans, hors étudiants et retraités

Source : Insee, enquêtes Emploi du temps 1986, 1999 et 2010

b. L'approche retenue

La Section de la Prospective Territoriale a décidé de poursuivre la réflexion engagée en déterminant les évolutions subies sur les scénarios retenus en 2009-2010, en analysant les différentes variables susceptibles d'avoir un rôle dans ces évolutions et enfin de définir quels types de citoyenneté sont envisageables à l'horizon 2030. Ce travail exploratoire prendra également appui sur celui mené par le Conseil Régional de Lorraine au travers de Lorraine 2020. Il est d'ailleurs utile de reprendre ici l'avis exprimé par le CESE de Lorraine sur Lorraine 2020 lors de sa séance plénière du 8 novembre 2012 :

« 2- Lorraine 2020 peut et doit répondre à la nécessité de « faire corps »

Le projet Lorraine 2020 affiche une ambition en matière d'animation et de gouvernance du territoire, celle « du faire Lorraine ensemble ». Le CESE y perçoit là un très grand intérêt. A cet égard, il considère que ce « nouveau mode de faire territoire ensemble » est une base extrêmement intéressante pour relever les défis que la Lorraine doit affronter.

Et ce d'autant plus quand il constate, qu'à ce jour, les travaux engagés dans l'Acte III de la décentralisation ne semblent pas donner de place spécifique à la question de la participation des acteurs et du citoyen à la construction des politiques publiques.

Le CESE estime que notre région a besoin de s'inventer un mode d'animation et de gouvernance du territoire novateur. Il considère que Lorraine 2020 en offre une vision innovante. Il y décèle une volonté d'impulser un nouveau souffle démocratique qui se veut d'associer plus « étroitement » les forces socio-professionnelles du territoire et les instances participatives. Il y constate un engagement à tenter d'associer les citoyens à la marche du territoire. Il souligne l'extension de ce dialogue envers les différents acteurs publics soit par le dialogue entre

collectivités, l'inscription affichée dans la Grande Région ou par la prise en compte de chacun au travers d'une Conférence des acteurs. Enfin, il apprécie la place originale que Lorraine 2020 veut accorder à la jeunesse.

Le CESE suggère que Lorraine 2020 ouvre la voie à une expérimentation poussée, dans notre région, en matière de dialogue social territorial et de participation des forces vives et des citoyens ; une façon de positionner notre région comme créative dans ce domaine.

Pour le CESE, ce besoin d'innovation est d'autant plus nécessaire dans une période marquée par la raréfaction des finances publiques et l'importance des difficultés socioéconomiques à surmonter.

Une telle situation oblige de fait à plus d'échanges et de confrontations avec les forces socioprofessionnelles de la région. Un tel contexte nécessitant de davantage expliquer et mobiliser les réseaux économiques et sociaux, de citoyens et les citoyens eux-mêmes ; mais plus largement à susciter leur engagement à être porteurs et acteurs de projets.

Le CESE juge impératif que la Lorraine se dote de ce type de démarche de « recherche – action » et souscrit au principe de sa continuité de la validation du diagnostic à la définition des orientations et de leur évaluation. Une démarche vitale au regard des énormes enjeux, notamment économiques, auxquels notre région doit faire face, au regard d'une faiblesse récurrente à ne pas naturellement se rassembler. Une démarche capable de fédérer et de mobiliser les acteurs publics, les chefs d'entreprise, les organisations syndicales, la société civile organisée autour de projets structurants pour relever les défis auxquels est confrontée la Lorraine. »

Les membres de la Section Prospective du CESE de Lorraine ont choisi d'adopter un parti-pris afin

d'aborder cette question de la citoyenneté. Un parti-pris nécessaire tant la simple définition de la citoyenneté renvoie à des domaines multiples et des appréciations différenciées. Citoyenneté juridique, citoyenneté sociale, citoyenneté politique ne recouvrent pas forcément les mêmes champs.

C'est donc sous le plan de la société civile organisée que sera traitée cette contribution avec pour objectif de déterminer comment celle-ci pourra influencer sur la citoyenneté lorraine à l'horizon des 20 prochaines années.

Pourquoi ce choix ? Il a semblé aux membres de la Section Prospective que la société civile organisée était de par sa composition, son fonctionnement, l'élément public le mieux à même de défendre et représenter la citoyenneté. En effet, cette société civile organisée est d'abord faite de femmes et d'hommes engagés dans des secteurs variés tels que l'économie, le social et l'environnemental. La société civile organisée tire donc sa force de sa diversité mais aussi de la propre force des citoyens qui y figurent. Ces citoyens engagés représentent à la fois une catégorie sociale mais apportent aussi l'expertise de leur engagement.

Ainsi, la société civile organisée représente-t-elle un lieu unique de rassemblement, de confrontation et de synthèse. Rassemblement, car comme il l'a été dit ci-dessus, il s'agit d'un lieu unique qui comprend à la fois des représentants des sphères économiques, sociales et environnementales mais à l'intérieur même de celles-ci, des éléments d'intérêts parfois divergents (patronats/syndicats ; écologistes/industriels ; artisans/Medef ; syndicats entre eux,...). De confrontation, car il ne s'agit pas au sein de cette société civile organisée de faire du débat stérile, mais bien que chacun puisse affirmer au préalable ses convictions et les défendre. De synthèse, car contrairement à une assemblée politique, la société civile organisée ne se construit pas sur du majoritaire (en général binaire: pour/contre se superposant à gauche/droite) mais sur une addition de différences initiales. En effet, le

monde politique connaît le débat mais c'est au final le camp majoritaire (et installé) qui fait son choix et dans la réalité, la possibilité d'amendement est finalement très faible. La société civile organisée, par sa composition, est dans la recherche permanente de points de convergence sur des sujets qui dépassent en général l'intérêt individuel de ses membres et concernent plutôt le territoire (quel qu'il soit) dans son intégralité.

La société civile organisée revêt des formes très différentes. Une association est une forme de société civile organisée dans la mesure où elle rassemble des gens d'horizons certes divers mais qui partagent la même finalité, à savoir la défense de l'objet de l'association. Cette caractéristique est proche à toutes les associations, qu'elles soient caritatives, sociales, économiques, culturelles, confessionnelles ou politiques. La société civile organisée peut aussi recouvrir la forme des conseils de développement ou des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux. L'année 2012 a marqué le 40ème anniversaire de leur création, gage d'une maturité certaine.

Cette maturité, inégale selon les acteurs et les territoires, semble être notoire en Lorraine. Elle est reconnue de l'extérieur, institutions publiques politiques ou non, médias, corps intermédiaires. La force de la représentativité du CESEL doit lui permettre de se faire entendre et d'être, aux côtés des acteurs du dialogue social et/ou de la démocratie participative, un pilier de la société civile.

La question à laquelle la Section Prospective s'est attachée est de déterminer comment la société civile organisée participe à la construction citoyenne et dans quelle mesure elle peut et doit influencer les décideurs et être le creuset des décisions politiques. Cette série de questionnements exige cependant la définition d'un certain nombre de variables susceptibles d'influer également sur le citoyen et d'indicateurs propres à évaluer le degré de « citoyenneté » des habitants d'un territoire. Elle permet également

de formuler des hypothèses à partir desquelles pourraient se construire les scénarios de la prospective :

1. Le Repli : Un scénario du repli sur soi « au fil de l'eau » accentuant les clivages sociaux, le mitage et l'isolement. Des clivages générationnels et un environnement économique et politique déprimé cherchant chez « l'autre » la cause de tous les maux. Un renforcement de la méfiance envers le politique et un désengagement social, économique, culturel et écologique où le chacun pour soi l'emporte. L'individu et le consommateur l'emportent sur le citoyen.

2. La Coopération : Un scénario de la responsabilité individuelle et collective à l'échelle du local qui joue sur l'appartenance et qui renforce des solidarités et des initiatives ciblées en termes d'activités, de services et de projets impliquant - pour la ville, le village, le quartier, la cité, l'entreprise, l'institution - des solidarités qui protègent et permettent d'envisager l'avenir avec plus de sécurité et de bien-être. Les acteurs politiques, les associations locales deviennent animateurs des espaces civiques, culturels et sociaux de la citoyenneté.

3. L'Engagement : Un scénario du renouveau s'inscrivant dans l'espace de la « grande région » fondé sur l'échange, la communication, la sécurité professionnelle assurée par la formation tout au long de la vie, la création culturelle, l'engagement écologique, un développement civique commençant dès l'enfance dans des rencontres, des apprentissages et des réalisations où l'on devient acteur de son avenir. L'exemple vient alors de toutes les capacités et des exemples des responsables politiques, économiques et sociaux.

LES VARIABLES RETENUES



PARTIE 2

12 variables au coeur de 3 scénarios, 36 possibilités

	Les variables	Les scénarios de la prospective		
		L'accentuation des clivages. Le règne du chacun pour soi.	Une responsabilité individuelle et collective qui se joue à l'échelle locale.	Un développement qui dépasse les frontières et qui se fonde sur la vivacité et les échanges.
1	La famille – la démographie – la population	1-1	1-2	1-3
2	Le multiculturalisme – la diversité – la dimension européenne	2-1	2-2	2-3
3	L'égalité hommes / femmes	3-1	3-2	3-3
4	Le travail – l'emploi – le chômage	4-1	4-2	4-3
5	L'économie	5-1	5-2	5-3
6	L'éducation – la formation	6-1	6-2	6-3
7	L'environnement – l'énergie	7-1	7-2	7-3
8	La sécurité – l'insécurité	8-1	8-2	8-3
9	La décentralisation – la politique	9-1	9-2	9-3
10	La santé	10-1	10-2	10-3
11	Le développement du numérique	11-1	11-2	11-3
12	Les mobilités – les infrastructures	12-1	12-2	12-3

Afin de construire les différents scénarios possibles, les membres de la Section Prospective ont décidé de retenir une batterie de variables qui peuvent connaître des évolutions différentes au cœur des trois scénarios retenus. Ces variables, au nombre de 12, peuvent être regroupées en trois ensembles : celles qui relèvent du champ social (ou sociétal) : la famille/démographie,

le multiculturalisme, l'égalité hommes-femmes; celles qui relèvent du socio-économique : l'emploi, les secteurs d'activité, l'éducation et la formation ; celles qui relèvent de l'environnement des citoyens : la politique et la décentralisation, la santé, le numérique et les mobilités.

Le champ social et sociétal

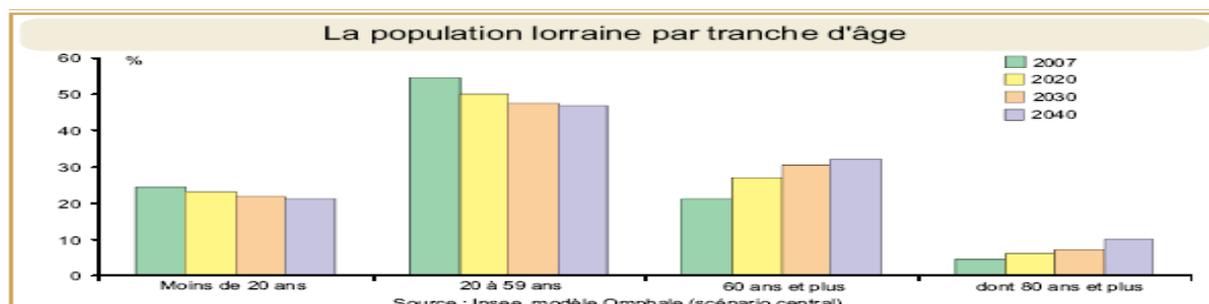
1- La famille - la démographie - la population

Projections démographiques pour la Lorraine à l'horizon 2040

Scénario	Population en 2040 (milliers d'habitants)		Évolution 2007-2040 (%)		Point d'inflexion
	Lorraine	France métropolitaine	Lorraine	France métropolitaine	
<i>Source : Insee, modèle Omphale</i>					
Migrations basses	2 325	68 843	-0,7	11,4	2019
Fécondité basse	2 327	69 049	-0,6	11,7	2019
Espérance de vie haute	2 348	69 764	0,4	12,9	2024
Central	2 386	70 734	2,0	14,5	2034

Projections démographiques pour la Lorraine à l'horizon 2040

Scénario	Population en 2040 (milliers d'habitants)		Évolution 2007-2040 (%)		Point d'inflexion
	Lorraine	France métropolitaine	Lorraine	France métropolitaine	
Sans migrations	2 419	66 146	3,4	7,0	2033
Espérance de vie basse	2 423	71 712	3,5	16,1	-
Migrations hautes	2 446	72 625	4,6	17,5	-
Fécondité haute	2 447	72 504	4,6		



Structure par âge de la population en 2040

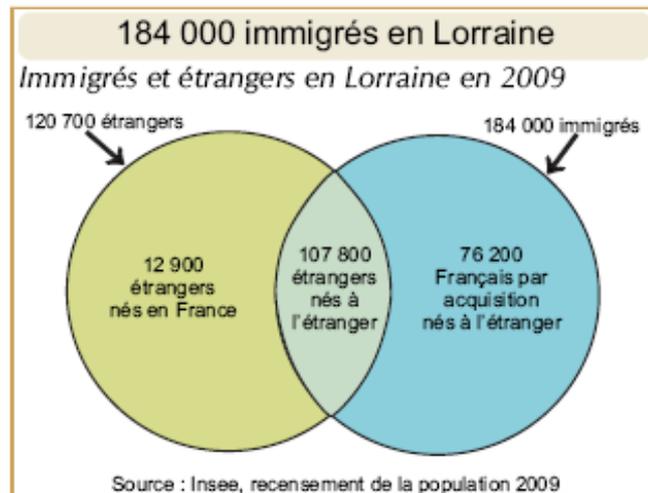
Scénario	0-19 ans (%)	20-59 ans (%)	60 ans et plus (%)	dont 80 ans et plus (%)
Central	21,1	46,8	32,1	9,9
Espérance de vie basse	21,5	47,4	31,2	9,1
Espérance de vie haute	20,8	46,2	33,0	10,8
Fécondité basse	19,8	47,3	32,9	10,2
Fécondité haute	22,4	46,3	31,3	9,7
Migrations basses	20,9	46,4	32,7	10,1
Migrations hautes	21,4	47,1	31,5	9,7
Sans migration	21,0	46,6	32,5	10,2

Source : Insee, modèle Omphale

1-2 : Les pouvoirs publics ont réagi de manière très ferme et très activement face aux prévisions démographiques de l'INSEE, notamment pour mieux anticiper la montée massive des seniors. Un vaste plan de formation de personnes d'aides à domicile a été mis en œuvre afin de favoriser le maintien chez elle des personnes âgées. D'autre part, une règle visant à l'installation d'une partie de seniors dans les logements collectifs a créé de la mixité sociale mais aussi générationnelle. Ce sont notamment les milieux urbains qui ont profité de cette politique de mixité générationnelle. De vastes ensembles intégrant des maisons de retraite et des complexes scolaires ont été construits en milieu rural afin de favoriser les échanges entre les plus jeunes et les plus vieux.

1-3 : Les pouvoirs publics ont dès 2013 compris l'enjeu de faire appel à une immigration afin de pallier les besoins de main d'œuvre inévitables à l'horizon 2030. Un recensement des besoins par type de métier a été établi et une vaste campagne de recrutement à l'échelle européenne, mais aussi au-delà, a permis l'arrivée sur le territoire de plusieurs milliers de nouveaux Lorrains, étudiants et salariés. Cet afflux s'est accompagné d'un rajeunissement de la population ainsi qu'un essor du taux de natalité, ce qui a conduit également à un rétablissement du solde naturel. Il a été décidé également de favoriser l'implantation de ces nouveaux « Lorrains » au cœur des territoires en voie de baisse démographique mais en leur garantissant un accès au très haut-débit et à des infrastructures de communication et de transport modernes. Des lieux d'intégration sociale ont été créés dans les villes afin de faciliter les échanges et l'assimilation. Enfin, le rajeunissement de la population a provoqué de manière inattendue un renouveau des solidarités spontanées envers les plus anciens.

2- Le multiculturalisme - la diversité - la dimension européenne



2-1 : La poursuite d'une situation économique difficile a particulièrement accentué le repli sur soi et la quête d'individualisme des citoyens. Les phénomènes observés à partir des années 2010 se poursuivent. Les votes au sein des zones périurbaines évoluent vers un vote ou de contestation renforcée ou de rejet manifeste.

Ces zones qui ont poursuivi leur développement au cours des vingt dernières années, en raison notamment d'un manque de volonté politique de maîtrise de l'aménagement du territoire et de son urbanisme, se sont construites autour de pavillons individuels et de ménages fuyant les villes soit en raison du coût du foncier, soit en raison de problèmes d'insécurité, réels ou ressentis. Ces citoyens ne cherchent qu'à trouver de la tranquillité et une certaine forme de satisfaction par la propriété. Ils craignent donc tout ce qui pourrait nuire à cet équilibre et sont rétifs à tout changement dans leur environnement proche. D'une manière plus paradoxale, les frontières sont elles aussi soumises aux pressions des votes contestataires et de rejet. Dans ces zones, dont beaucoup étaient aux avant-postes de la « Lorraine terre d'accueil et

de brassage », l'autre, l'étranger, et l'Europe sont devenus des représentations manifestes de la dureté de leur vie. Ainsi, même si l'Allemagne ou le Grand-Duché emploient nombre de Lorrains, les citoyens de ces zones frontalières jaloussent leurs voisins et souhaitent un repli identitaire très fort. A un niveau plus large, la coordination européenne s'est complètement délitée et chaque pays a désormais tendance à se replier sur lui-même. Le scénario de l'extrême est ainsi en marche, celui de l'éclatement, manifesté par la sortie de l'euro de certains pays de l'Europe du Sud.

2-2 : Malgré la situation économique difficile, les acteurs publics locaux ont choisi d'être volontaristes et de stopper les désordres urbanistiques. Ils ont ainsi manifesté la volonté de favoriser la mixité tant culturelle que sociale. Ils ont adopté un Schéma Régional de l'Aménagement Durable du territoire et ont confié à un seul organisme régional le soin de veiller à la cohérence des Plans Locaux d'Urbanisme afin d'éviter notamment les transferts trop importants de population de zones urbaines vers des zones péri-urbaines ou rurales. De même, dans les zones les plus urbaines, la mixité sociale a été recherchée. La nécessité d'un équilibre entre professionnel, commerce et habitat a été l'une des priorités de ces urbanistes régionaux. Les collectivités territoriales se meuvent et font vivre une démocratie participative s'appuyant sur une vie locale dynamique grâce à un renouvellement associatif et une volonté d'intégrer, dans la vie professionnelle des citoyens, la gestion prévisionnelle de l'emploi et l'amélioration des conditions de travail. Enfin, l'élargissement du droit de vote aux étrangers pour les scrutins communaux a considérablement favorisé l'intégration et l'acceptation de la diversité. Bien que décriée avant son adoption, cette loi a donné un nouvel essor au multiculturalisme accepté. Cependant, on constate bien des années après son adoption, une participation encore inférieure des populations immigrées comme l'avait laissé prévoir le faible taux de participation des résidents étrangers dans les élections locales au Luxembourg dans les années 2010.

2-3 : En 2030, le citoyen lorrain est beaucoup plus ouvert aux autres, ce qui est vrai pour toutes les populations. Les avancées de la Grande Région, qui est devenue un véritable territoire identifié, ont donné un nouvel élan aux échanges économiques, culturels, éducatifs et sportifs entre les pays voisins. L'apprentissage de l'allemand a fait un bond considérable créant une deuxième langue propre au sein de cet ensemble géographique. D'autre part, les évolutions démographiques confirmées en Allemagne et notamment dans le Land de Sarre ont favorisé les déplacements de Lorrains vers ce Land voisin. En 2050, la Sarre ne compte que 760 000 habitants contre plus d'1 million en 2012 et est désormais rejointe par le Luxembourg qui a vu sa population croître de 42% sur cette même période. Les jeunes Lorrains sont eux aussi à l'origine de ce développement du multiculturalisme. Désormais, ils partent quasiment tous plus d'un an à l'étranger pendant leurs cursus de formation ou s'en vont effectuer leurs premiers pas professionnels dans un autre pays. Il n'est pas rare qu'ils reviennent avec quelqu'un de ces pays et fondent une famille en Lorraine. A l'inverse, la meilleure lisibilité sur le plan international de l'Université de Lorraine lui permet d'attirer désormais des étudiants du monde entier qui, profitant des offres d'emplois de la Grande Région, s'installent pour au moins quelques années en Lorraine.

Territoire	Population	Réf	Projection	Réf
Sarre	1 013 352	2012	760 000	2050
Lorraine	2 354 876	2010	2 386 000	2040
Luxembourg	524 853	2012	746 000	2050
Rhénanie- Palatinat	3 999 117	2012	3 384 000	2050
Wallonie	3 525 540	2010	4 227 000	2050
Grande Région	11 418 000	?	11 503 000	?

3- L'égalité hommes/femmes

3-1 : Alors qu'il semblait en 2013 qu'une réelle volonté d'égalité hommes-femmes se mettait en place, force est de constater qu'en 2030, la Lorraine n'a pas beaucoup avancé. La crise se prolongeant, les hommes préemptent les offres d'emploi et on observe un repli des emplois féminins. Cette réduction de la main d'œuvre féminine freine le développement de nombreux métiers et secteurs d'activité. De même, toujours en proie à d'importantes difficultés dues à la crise, les TPE et PME lorraines n'ont pas pris la mesure de l'importance d'une politique de ressources humaines plus favorable à la famille. L'intensification des rythmes de travail et la flexibilité toujours croissante de l'emploi ont pour conséquence d'augmenter chez les salariés, et plus particulièrement chez les femmes, le sentiment d'une plus grande tension dans la gestion des temps professionnels et des temps familiaux, les obligeant à se retirer du marché du travail, ou à adopter des modalités de travail toujours aussi pénalisantes dans leurs évolutions de carrière. Parallèlement, les mesures de parité dans les organismes ou dans les institutions n'ont quasiment pas eu d'effet et l'on observe toujours une surreprésentation masculine au sein de ces structures. Il est à noter que le retour au foyer de nombreuses femmes n'a aucun effet sur le taux de fécondité en Lorraine.

3-2 : S'inspirant en grande partie des conclusions du rapport du CESE de Lorraine sur la conciliation des temps de vie professionnelle et familiale, les pouvoirs publics et économiques lorrains ont mis en œuvre un vaste plan de facilitation des modes de garde des enfants par le biais de crèches inter-entreprises, de lieux de garde publics, du développement des aides à l'embauche d'assistantes maternelles. Les entreprises, conscientes que la fidélisation et le bien-être de leurs salariés apparaissent comme un enjeu pour leur propre développement, multiplient les initiatives, en prenant en compte les contraintes familiales de

leurs salariés, femmes et hommes, et en offrant une large gamme de possibilités pour leur permettre de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle. La Lorraine est en pointe dans ce domaine et affiche un taux de féminisation de l'emploi parmi les plus importants de France, avec pour conséquence un taux de fécondité équivalant désormais au taux national. D'autre part, au niveau national, la recherche de la parité a été rendue obligatoire dans toutes les organisations et institutions publiques. C'est ainsi qu'on trouve une parité dans toutes les assemblées mais aussi beaucoup de femmes à la tête de ces institutions. Le secteur privé n'est pas en reste et dans les organisations tant professionnelles que syndicales on retrouve les mêmes tendances.

3-3 : Les rapports entre femmes et hommes ont bien changé et s'inspirent désormais clairement de la culture des pays d'Europe du Nord. Il y a une égalité parfaite entre chaque élément du couple et désormais les prises de congés pour s'occuper des enfants malades, les congés sabbatiques, les congés de paternité,..., sont autant pris par les hommes que par les femmes. Ce mouvement n'est pas propre à la Lorraine ni à la France mais s'étend également à toutes les entités de la Grande Région qui offrent d'ailleurs les mêmes congés sociaux. Il en ressort un accroissement du taux de fécondité dans cette zone, un fort accès des femmes aux fonctions supérieures et dirigeantes et désormais une réelle égalité de traitement. Cette politique est fortement attractive pour de jeunes populations venant du reste de l'Europe ou du reste du monde.

Le champ socio-économique

4- Le travail - l'emploi - le chômage

4-1 : Faute d'une économie qui a su se redévelopper, la Lorraine connaît des poches de chômage très importantes, notamment dans ses territoires les plus excentrés. Le chômage de longue durée y est ancré depuis plus de 20 ans. Les chômeurs de longue durée représentent la moitié des demandeurs d'emploi. Il en est de même du chômage des seniors, ce qui s'explique en partie aussi par le vieillissement de la population et l'exode des jeunes vers le Sillon et vers d'autres régions. Le travail n'a guère évolué dans ses requis de qualification et l'on reste sur des emplois de production relativement sommaires, nécessitant des qualifications assez faibles. En revanche, on observe un maintien quantitatif dans l'emploi agricole et même une évolution qualitative au regard des nouvelles techniques utilisées dans ce secteur.

4-2 : La Lorraine de 2030 reste dans cette frange Nord-est de la France qui détient les moins bons chiffres en termes de chômage. La situation s'est améliorée, comme partout en France mais il n'en demeure pas moins que le rebond est insuffisant pour remettre la Lorraine parmi les meilleurs. Cependant, les outils de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ont permis de mieux anticiper les mutations des métiers et de rapprocher la Lorraine de la moyenne française. Des mécanismes de soutien au tutorat ont permis de renforcer le travail des jeunes et de prolonger l'activité des seniors. Dans ce cadre, la Lorraine offre un taux d'activité des seniors très intéressant. Les besoins de formation ont été correctement accompagnés sur les bassins, mais le manque de mobilité reste un mal persistant.

4-3 : la Lorraine de 2030 a retrouvé des niveaux d'emploi qu'elle n'avait pas connus depuis les années 1970. La transformation de l'économie lorraine y est pour beaucoup, tout comme la validation transfrontalière de l'ensemble des diplômes professionnels et des formations techniques. De nombreux jeunes Lorrains, qui ont commencé à apprendre l'allemand en 2013, travaillent désormais dans des entreprises sarroises touchées par la baisse démographique importante que connaît l'Allemagne. Les métiers ont considérablement évolué et offrent désormais une pénibilité moindre. Ils demandent une formation plus aboutie, avec comme revers de la médaille une réinsertion très difficile pour celles et ceux qui n'ont pas réussi à prendre ce chemin de formations très qualifiantes.

5- L'économie

5-1 : En 2030, la Lorraine a raté sa reconversion économique et a même perdu ses vecteurs industriels forts. Faute d'une réelle stratégie collective, elle n'a pas réussi à faire le pari de l'innovation mais a de plus perdu de nombreux emplois dans ses filières traditionnelles. Ce déclin inexorable a pour effet immédiat la désertification de nombreux secteurs géographiques de la Lorraine. Les territoires les plus excentrés du sillon lorrain se transforment vers une économie essentiellement de proximité, faiblement productive et génératrice de peu de valeur ajoutée. Faute d'un environnement favorable de sous-traitance, les dernières ETI (entreprises de taille intermédiaire) qui subsistaient dans ces zones périphériques ont dû les quitter pour se diriger vers des zones à plus forte concentration économique. Si ces dernières voient une activité industrielle se maintenir, elles doivent leur continuité à la présence d'emplois de cadres des fonctions métropolitaines et notamment grâce au tissu universitaire et de recherche.

5-2 : Face aux difficultés structurelles de son économie, la Lorraine a réussi à se remettre en marche autour de son histoire et autour de ses territoires. Des comités territoriaux de filières ont été créés sur l'ensemble du territoire, la Lorraine en comptant en 2030 une douzaine. Réunissant les acteurs publics, consulaires, économiques, les organisations syndicales et professionnelles, les centres de formation et de recherche, ces comités travaillent à l'organisation de chaque filière, aux actions de recherche et d'innovation à mettre en œuvre, aux actions de formation à organiser et à mettre en œuvre sur le territoire. Grâce à ceux-ci, l'ensemble des territoires lorrains connaît un développement certes raisonnable mais réel et crée un lien entre la population et son économie.

5-3 : En 2030, la Lorraine offre un visage économique très différent de celui qu'elle présentait en 2013. Elle a fait le choix résolu de l'innovation en s'appuyant sur deux filières identitaires fortes, les matériaux et l'énergie, ainsi que le développement du numérique (cf. variable 11-3). Elle est ainsi devenue l'un des principaux centres mondiaux de recherche sur les matériaux et sur les nouvelles énergies. De nombreuses entreprises nationales et internationales se sont implantées en Lorraine grâce à ces deux centres et des cadres du monde entier viennent ainsi en Lorraine.

Des clusters transfrontaliers se sont également développés permettant ainsi des échanges permanents avec la Sarre et le Grand-Duché de Luxembourg. La Lorraine est devenue (ou redevenue) une terre attractive, une terre d'échanges, une terre d'accueil et une terre créative. Ce renouveau a nécessité la mise en œuvre d'un programme de formation ambitieux pour accompagner cette mutation. Parallèlement, deux projets ont considérablement changé la donne en Lorraine avec d'une part la réalisation de la Vallée Européenne des Matériaux et de l'Énergie qui a fait entrer la Lorraine dans l'économie décarbonée du 21ème siècle et le projet TerraLorraine qui a créé plus de 30 000 emplois. Le bassin de Thionville devient ainsi le deuxième bassin d'emploi en termes d'importance démographique et économique.

6- L'éducation - la formation

Les effectifs scolaires à la rentrée de septembre 2011

	Secteur public	Secteur privé	Total
<i>Source : Rectorat de l'académie de Nancy-Metz, Division de la Performance, de l'Analyse de Gestion et des Études</i>			
Préélémentaire	79 765	3 878	83 643
Élémentaire	127 527	8 076	135 603
Spécialisé	1 712	25	1 737
Total 1er degré	209 004	11 979	220 983
1er cycle + SEGPA	95 300	16 518	111 818
2d cycle professionnel	21 225	5 792	27 017
2d cycle général et technologique	42 354	7 839	50 193
Total 2nd degré	158 879	30 149	189 028
Total	367 883	42 128	410 011

6-1: En 2030 la Lorraine souffre toujours des mêmes maux qu'en 2013 avec une faiblesse des formations supérieures et une surreprésentation dans les métiers techniques et les plus faibles niveaux de qualification. On retrouve là encore la même inadéquation entre les formations mises en œuvre sur le territoire lorrain et l'évolution des postes et des métiers. Ainsi, de nombreux postes ouverts sur le marché du travail ne sont pas pourvus. L'absence également de formations en adéquation freine l'attractivité du territoire aux investisseurs exogènes. La Lorraine souffre également

de l'absence de développement de l'apprentissage des langues alors qu'elle se trouve dans un contexte transfrontalier exceptionnel. Les Allemands, et notamment les Sarrois qui connaissent une véritable hémorragie démographique, ont affirmé des besoins de main d'œuvre auxquels la Lorraine est bien en peine de répondre, en raison d'une insuffisance de l'apprentissage notamment de l'allemand mais aussi de l'anglais. Le niveau des sans-qualification est trop important pour croire à une réelle résorption du chômage.

Six jeunes sortis d'études longues sur dix sont déclassés sur le marché du travail

Dernier diplôme obtenu	Effectifs (%)		Déclassement (%)	
	Moins de 30 ans	30 ans et plus	Moins de 30 ans	30 ans et plus
Sans diplôme qualifiant	11,8	22,9	sans objet	sans objet
CAP, BEP	25,7	33,1	43,3	30,4
Baccalauréat	27,1	16,1	28,6	15,2
Diplôme du supérieur 1 ^{er} cycle	21,9	14,8	43,1	27,5
Diplôme du supérieur 2 ^e et 3 ^e cycles	13,6	13,1	59,3	37,4
Ensemble	100,0	100,0	41,2	27,8

Champ : actifs occupés de 15 à 64 ans ayant terminé leurs études

Note de lecture : 43,3% des moins de 30 ans titulaires d'un CAP ou d'un BEP subissent un déclassement, c'est-à-dire qu'ils occupent un emploi qui requiert une qualification de niveau inférieur à celle qu'ils possèdent.

Source : Insee, recensement de population 2008, exploitation complémentaire

6-2 : Le défi de la formation a été pris à bras le corps par les acteurs publics et les organisations professionnelles privées. Le Conseil Régional est devenu la seule entité institutionnelle responsable de la formation professionnelle et l'Etat s'est donc complètement désengagé de ce domaine. La Région a donc souhaité faire de la formation initiale et de la formation continue des axes majeurs pour un développement équilibré du territoire. Elle s'est associée aux organisations professionnelles et syndicales et a mis en place sur les différents bassins d'emploi des centres de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Ainsi, l'ensemble des territoires disposent de formations adaptées à l'évolution de ses emplois. La généralisation du droit à la formation et sa prise en compte dans la gestion des ressources humaines des entreprises permettent une évolution sociale des salariés.

6-3 : La formation est devenue un enjeu grand-régional et en 2030 une réalité. L'Université de la Grande Région a fait de grands pas et délivre des diplômes qui ont une valeur reconnue à l'international puisque dans le classement de Shanghai de 2030, elle figure à la 100^{ème} place. En ce qui concerne les formations professionnelles, celles-ci ont leur équivalence reconnue dans l'ensemble de la Grande Région. L'apprentissage a suivi cette tendance et les cadres juridiques qui entourent ce type de contrats sont les mêmes en Allemagne, au Luxembourg ou en Lorraine. Cette tendance a été encouragée également par une politique volontariste pour favoriser le taux d'accès à l'enseignement supérieur qui est passé de 30 à 40%.

Le champ de l'environnement des citoyens

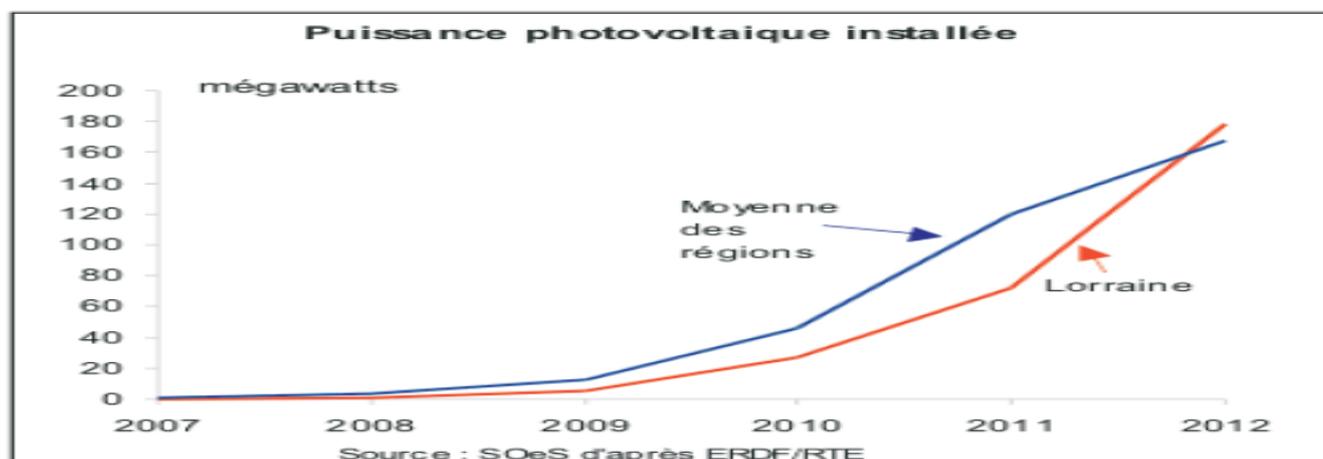
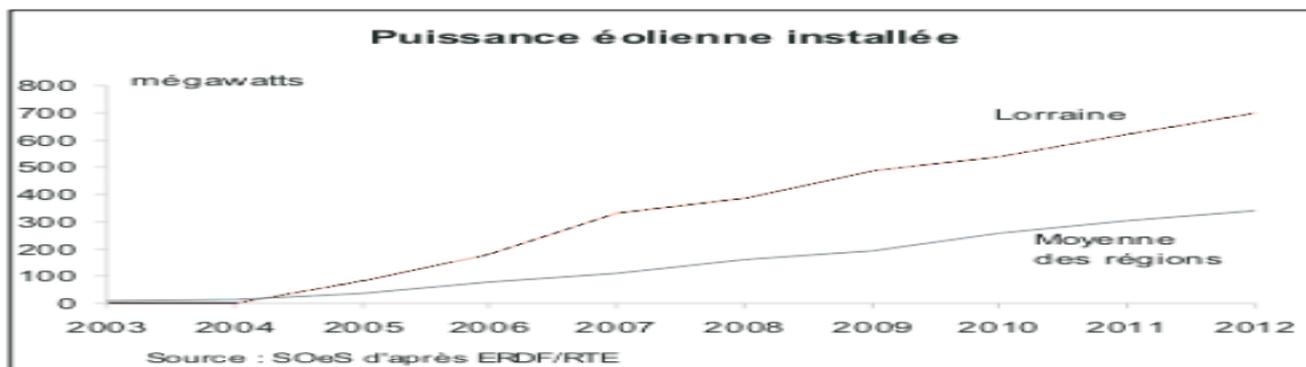
7- L'environnement - l'énergie

7-1 : Face au réchauffement climatique, les pouvoirs publics ont peiné à mettre en œuvre une politique ambitieuse et une stratégie de priorisation sur les questions environnementales et énergétiques. Ce réchauffement climatique, dont l'une des premières conséquences est le dérèglement climatique, a engendré des étés caniculaires avec des périodes hivernales froides et longues. Ce climat a accentué la précarisation énergétique et de plus en plus de Lorrains vivent dans des situations de précarité énergétiques extrêmes, en l'absence d'une politique prioritaire de mise aux normes des habitats. Cette situation de précarité s'est exacerbée avec le renchérissement du coût des énergies fossiles (gaz, pétrole) et l'absence d'une politique de développement des offres de transports combinés tant et si bien que ce sont les citoyens éloignés des centres urbains qui sont le plus pénalisés et la fracture énergétique ne cesse de s'accroître. Les pouvoirs publics n'arrivent pas à faire face aux demandes sociales qui émanent des associations et des structures sociales elles-mêmes débordées par l'afflux des demandeurs d'aides.

7-2 : Face aux défis du Grenelle et de la Conférence Environnementale, les pouvoirs publics et les associations environnementalistes se sont mobilisés pour favoriser la construction en milieu urbain de bâtiments d'habitation à énergie positive. Couplés à une offre de prix attractive (grâce à un subventionnement public conséquent), ces logements sont connectés à des modes de transport collectifs ou alternatifs qui relient directement ces lieux d'habitation aux zones de travail et de commerces. Cette politique a été menée de front avec celle d'une maîtrise de l'urbanisme à l'échelle régionale et permet un développement dif-

fus de l'habitat à faible consommation énergétique sur l'ensemble du territoire lorrain. La permanence du parc nucléaire assure un coût de l'énergie électrique encore relativement modéré. Mais les tensions sur l'existence du CNPE de Cattenom continuent de cristalliser les relations de la Lorraine avec ses voisins et notamment l'Allemagne qui a achevé sa mutation énergétique et ne recourt plus au nucléaire.

7-3 : Les priorités affichées par les différents pays de la Grande Région sont les mêmes depuis les années 2010 et les pouvoirs publics se sont accordés pour un développement concerté. Ainsi, l'ensemble des constructions routières a prévu l'intégration d'une voie d'électro-mobilité et de transports collectifs. Une enveloppe commune a été déterminée afin de favoriser la mise en œuvre d'un RER sur l'ensemble de la métropole polycentrique transfrontalière Métroborder. Parallèlement, et profitant des savoir-faire de chaque entité, des centres de recherche et de production spécialisés dans les matériaux innovants en matière d'écoconstruction se sont développés sur l'ensemble du territoire. Cette mutualisation des moyens a permis une réduction importante des coûts permettant ainsi des rénovations et des constructions neuves à prix réduits pour l'ensemble des habitants de la Grande Région, devenue une Euro-Région leader en domaine environnemental. La Lorraine, suivant en cela les recommandations émises lors des débats relatifs au SRCAE et au DTE : développement du mix énergétique et priorisation autour de la production d'agro-carburants de 2ème et 3ème génération et développement d'une filière hydrogène complète.



8- La sécurité - l'insécurité

Criminalité en 2011

en nombre

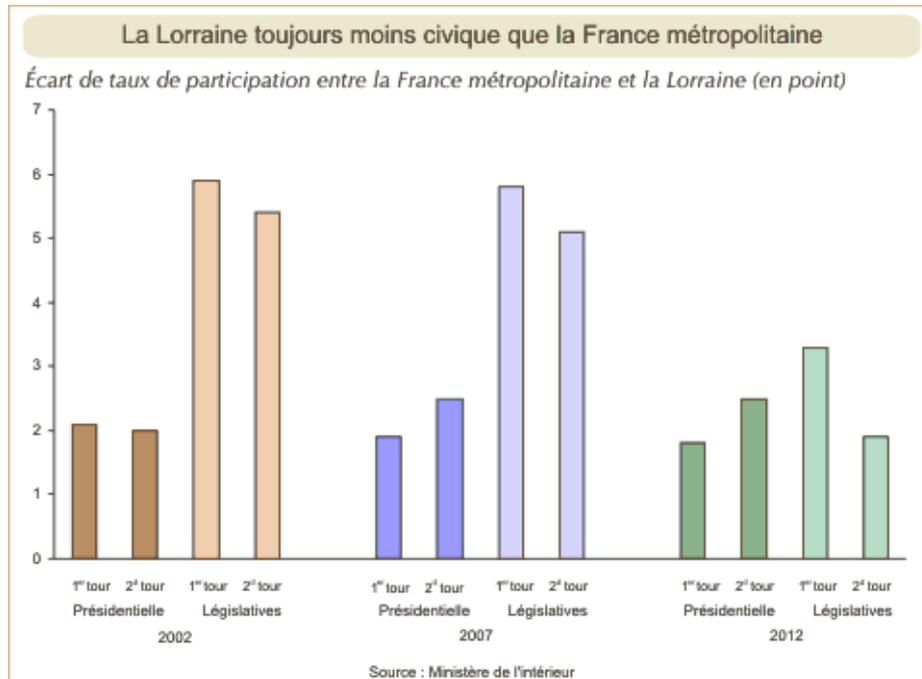
	Année 2011					
	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Vosges	Lorraine	France métropolitaine
<i>Source : DCPJ.</i>						
Infractions aux biens	21 135	3 378	25 771	8 154	58 438	2 146 479
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	4 611	823	5 975	1 694	13 103	468 012
Infractions économiques et financières	3 691	707	5 356	1 705	11 459	350 040

8-1 : L'insécurité ou le sentiment d'insécurité n'ont cessé de croître au cours de ces dernières années. Ce ne sont pas tant les vols et les agressions physiques qui ont augmenté que les incivilités et une tension permanente. C'est l'un des plus grands échecs de ces dernières années mais le vivre-ensemble est en voie de désagrégation. Les médias, qui ne cessent de véhiculer des images de violence, ont une part très importante dans ce comportement. La crise qui a sévi, a également sa part dans cette anxiété qui traverse les différentes couches de population. Elle a ainsi fait naître des sentiments très forts de défiance, de méfiance, de haine qui se conjuguent à une réactivité épidermique. La peur des autres a accentué le repli sur soi et fait le bonheur des vendeurs d'alarme qui équipent désormais près d'un foyer sur deux. Après le développement des forfaits triple-pay du multimédia, le forfait alarme est devenu quasiment incontournable.

8-2 : Conscients de l'importance du lien entre le sentiment de sécurité et la qualité du vivre-ensemble, de nombreux acteurs publics lorrains se sont mis d'accord pour favoriser un triptyque basé à la fois sur une présence policière forte mais avant tout sur de la prévention et des lieux de dialogue multiples. Ainsi, les villes ont souhaité développer leur police municipale et en faire une véritable police de proximité avec des moyens d'interpellation renforcés. Parallèlement, des postes de médiateurs ont été instaurés dans toutes les communes. Ils reçoivent dans des permanences et sont également présents sur le terrain. Les réunions de quartier font désormais partie du mode de fonctionnement de la plupart des communes. L'ensemble des problèmes y est traité et abordé et un point est fait régulièrement sur les réponses apportées aux habitants.

8-3 : Le développement marqué dans le précédent chapitre s'est étendu à l'ensemble de la Grande Région, notamment grâce à la charte du citoyen européen qui a été adoptée par l'Union Européenne et qui énumère les droits et devoirs des citoyens européens. Cela a eu pour effet de multiplier les comportements civiques, tant dans les actions individuelles que dans les actes collectifs. L'existence d'une similitude des normes dans l'ensemble des pays rend le respect des règles plus facile et surtout plus acceptable. Une forte coopération transfrontalière a émergé, permettant une lutte efficace contre la criminalité qui dépasse les frontières, que ce soit pour les délits les plus graves ou pour les infractions au Code de la route.

9- La décentralisation - la politique



9-1 : La Lorraine, mais elle n'est pas la seule région dans ce cas, s'enfonce dans un vote où l'abstention ne cesse de progresser et où les votes extrêmes se renforcent au détriment des partis dits de gouvernement. Plusieurs raisons à cela. Outre la crise économique et sociale qui perdure, le sentiment anti européen n'a cessé de croître au regard des décisions prises dans différents pays de l'Union confrontés au problème de leurs dettes. Les élections européennes, jamais mobilisatrices, ont connu en 2014 une participation en très fort retrait.

L'Europe n'a pas encore assez réussi sa mue pour représenter un idéal partagé pour nos concitoyens. Le deuxième volet est l'installation durable des partis d'extrême, moins par adhésion véritable que par rejet des partis de gouvernement englués dans l'absence de réponse crédible à la crise et empêtrés par des « affaires » ou des « soupçons d'affaire » relayés par

des médias accrocheurs et notamment sur le Web, qui amplifie l'information ou la rumeur. Enfin, les projets de décentralisation ont tous échoué face aux réticences des élus locaux, préservant leurs intérêts catégoriels. Le mille-feuille institutionnel et la persistance du jacobinisme éloignent définitivement les citoyens de leurs représentants.

9-2 : Si le paysage institutionnel reste toujours aussi complexe et centralisé, les diverses lois de décentralisation adoptées depuis 2013 ont permis de renforcer la dynamique de la démocratie locale. En premier lieu, les intercommunalités se sont trouvées renforcées dans leurs compétences, dans leurs périmètres géographiques d'intervention ainsi que dans leur représentativité. En effet, désormais, les représentants de ces collectivités sont élus directement au suffrage universel ce qui renforce bien évidemment leur légitimité. Parallèlement, les instances de participation et

de dialogue social ont été instituées à tous les échelons de la vie locale et dotées de moyens financiers leur permettant de réaliser toutes les études et rapports nécessaires aux décisions des élus. Communes, intercommunalités, chacune des strates locales dispose de son conseil de développement.

Leur saisine est rendue obligatoire pour tous les textes budgétaires et leurs avis sont publics. La limitation enfin du nombre de mandats successifs amène un dynamisme et une rotation des élus ce qui évite toute sclérose de la représentativité locale.

9-3 : Le paysage institutionnel lorrain a profondément changé en 2030 et à cette date, le citoyen lorrain est au cœur d'une démocratie originale, tant par son périmètre géographique que par son dynamisme. Les lois de décentralisation, et notamment l'acte III de la décentralisation adopté en 2013, ont considé-

rament modifié le paysage institutionnel. Deux collectivités majeures émergent désormais, la Région et le Pôle métropolitain du Sillon Lorrain. Chacune de ces entités dispose de son assemblée consultative, saisie pour les questions budgétaires mais aussi pour tous les grands dossiers nécessitant des engagements financiers importants. De plus, la loi a permis aux territoires transfrontaliers de disposer de prérogatives juridiques leur permettant d'avoir des rapports directs avec les régions et Etats voisins. C'est ainsi que pourrait naître un territoire spécifique sur le périmètre de la Grande Région disposant d'un nouveau type de gouvernance. Les membres de cette nouvelle Euro-Région ont pu harmoniser leurs statuts fiscaux, sociaux, éducatifs en tirant parti du meilleur de chacune de ses entités. Les citoyens s'y retrouvent pleinement et profitent d'un territoire de proximité qui pèse à l'échelle européenne.

10- La santé

10-1 : En 2030, le niveau de santé en Lorraine est très faible et globalement le système de santé est en grande difficulté. Un véritable désert médical s'est installé dans les territoires périphériques et même dans les villes-relais, la pénurie de professionnels de santé se fait ressentir. L'offre médicale restreinte nécessite de longs déplacements vers des plateformes médicales centrales. L'absence de relation avec les centres hospitaliers transfrontaliers génère des déplacements parfois dangereux. Malgré la hausse du numerus clausus, la disparition des professionnels de santé s'accélère et l'on compte 5 000 personnes en moins en 2030. Au-delà des soins, c'est tout le système de prévention qui est en décrépitude, provoquant ainsi une remontée du taux de mortalité.

10-2 : Malgré la baisse du nombre de professionnels de santé en 2030, la Lorraine a su créer un modèle de santé qui allie à la fois la prévention et la solidarité. Si les difficultés des finances publiques ont entraîné la fermeture de nombreux hôpitaux dans les territoires les plus éloignés du Sillon Lorrain, les acteurs publics ont décidé de créer sur chacun des bassins d'emploi de la Lorraine des maisons de santé, alliant des assistantes sociales, des médecins, des infirmières, des kinésithérapeutes, ... Celles-ci, ouvertes à tous les publics, apportent des réponses tant en termes de santé que de prévention avec un transfert des cas les plus difficiles vers les hôpitaux centraux.

10-3 : La Lorraine de 2030 est une des régions pilotes en matière de santé. La Communauté Hospitalière de Lorraine offre via le très haut-débit des possibilités de diagnostic à distance. Les patients ainsi que les personnes âgées sont en permanence reliés à un centre d'analyse et de diagnostic préventif qui en cas d'anomalie appelle le patient et peut dépêcher un professionnel de santé. Ce système, unique en France, permet de réduire les durées d'hospitalisation et favorise également un maintien à domicile des personnes âgées et dépendantes. Outre la mise en œuvre de maisons de santé sur chaque bassin de vie, la Lorraine a réussi à mettre en œuvre avec la Province du Luxembourg belge, le Grand-Duché de Luxembourg et la Sarre des accords multilatéraux de santé, permettant, en fonction de la pathologie et de la localisation du patient, son hospitalisation dans le lieu le plus proche quelle que soit sa localisation.

11- Le développement du numérique

Abonnements et volumes de communications électroniques en 2011								
	2005	2006	2007	2008	2009 (r)	2010 (r)	2011 (p)	2011/2010 (en %)
Abonnements (en millions)								
Lignes sur réseaux fixes	33,7	34,1	34,5	(r) 35,0	35,3	35,3	35,3	-0,1
dont :								
<i>haut et très haut débit</i>	9,5	12,7	15,8	17,8	19,9	21,3	22,8	6,6
<i>voix sur large bande</i>	3,4	6,7	10,9	14,4	17,0	18,9	20,6	8,8
<i>télévision sur ADSL</i>	1,3	2,6	4,5	6,2	8,8	10,7	12,3	14,7
Clients des réseaux mobiles	48,1	51,7	55,3	58,0	61,5	65,1	68,6	5,4
dont :								
<i>abonnés 3G actifs</i>	///	///	5,9	11,4	17,7	22,9	27,8	21,2
<i>clés 3G</i>	///	///	0,5	1,0	2,1	2,7	3,2	15,4
Volumes (en milliards de minutes)								
Au départ des réseaux fixes	104,3	105,7	106,0	(r) 109,7	111,2	113,4	113,5	0,1
Voix sur large bande	///	18,7	33,2	47,5	55,7	64,2	72,7	13,2
Réseau téléphonique commuté	///	87,1	72,8	(r) 62,2	55,5	49,2	40,8	-17,0
Au départ des réseaux mobiles	81,7	94,0	99,5	101,8	100,8	103,2	106,1	2,8
SMS/MMS émis (en mds d'unités)	12,9	15,3	19,5	35,1	63,5	103,4	147,0	42,1
p : données provisoires.								
r : données révisées.								
/// : absence de donnée due à la nature des choses.								
Champ : France.								
Source : Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).								

11-1 : Les acteurs publics lorrains n'ont pas réussi à mettre en œuvre un plan très haut-débit sur l'ensemble du territoire. Ainsi, seules les villes « métropolitaines » bénéficient de cet équipement indispensable désormais pour vivre et travailler. Dans les zones périphériques, les citoyens ont de plus en plus de mal à faire leurs démarches administratives dont l'essentiel se réalise désormais sur Internet.

Cette situation est aggravée par la fermeture concomitante des services publics dans les milieux ruraux. Les informations ne circulent quasiment plus que sur Internet, les journaux papier ayant pratiquement disparu. Pour les jeunes, la situation est préoccupante également. En raison des évolutions démographiques, de nombreux établissements ont dû fermer et des regroupements se sont opérés dans le cadre de la construction de la carte scolaire. Les établissements proposent ainsi de plus en plus de cours à podcaster. Or ceux-ci demandent du débit dont le

niveau est insuffisant sur ces lieux. En conséquence, on assiste à une baisse sensible du niveau d'apprentissage qui se ressent sur les résultats aux principaux concours de l'enseignement. Sur le plan économique, de nombreuses entreprises ont décidé de se rapprocher des villes et des zones équipées en très haut-débit en raison de la hausse continue des téléchargements et des télé-procédures. Ces territoires fragilisés s'appauvrissent et l'on assiste à une accélération du déclin démographique et social. Ce monde du tout Internet voit aussi la virtualisation du commerce se développer. C'est pourquoi les petits commerces ont tendance à fermer face au développement des sites marchands qui proposent des produits à des prix imbattables. Ainsi, toute la vie « citoyenne » des petites communes rurales tend à disparaître complètement. Le repli constaté depuis 20 ans tend ainsi à s'accélérer. Les citoyens sont isolés les uns des autres et ne disposent pas d'information et de formation sur les usages d'Internet.

11-2 : Face au défi, notamment financier, que représente le développement du très-haut débit, les pouvoirs publics se sont concentrés sur la mise en œuvre de ces réseaux dans le Sillon Lorrain, de Thionville à Epinal et dans les principales villes chefs-lieux, villes relais et villes centres du territoire lorrain. Du coup, des solidarités virtuelles, menées par des associations locales, s'organisent autour de ces villes-relais et des villes chefs-lieux des différents départements lorrains. Des cafés-Internet s'installent, financés en partie par les collectivités concernées (communautés d'agglomérations et conseils généraux principalement) qui permettent aux habitants des communes membres d'accéder à la Toile. Parallèlement, ces mêmes collectivités ont créé des zones d'activité économiques et commerciales équipées en très haut-débit. Ainsi, le territoire régional se maille d'un réseau relativement homogène et également réparti sur l'ensemble du territoire d'activités économiques. Les citoyens se répartissent de manière égale entre zones rurales et urbaines. Ils y bénéficient également d'une information/formation aux usages.

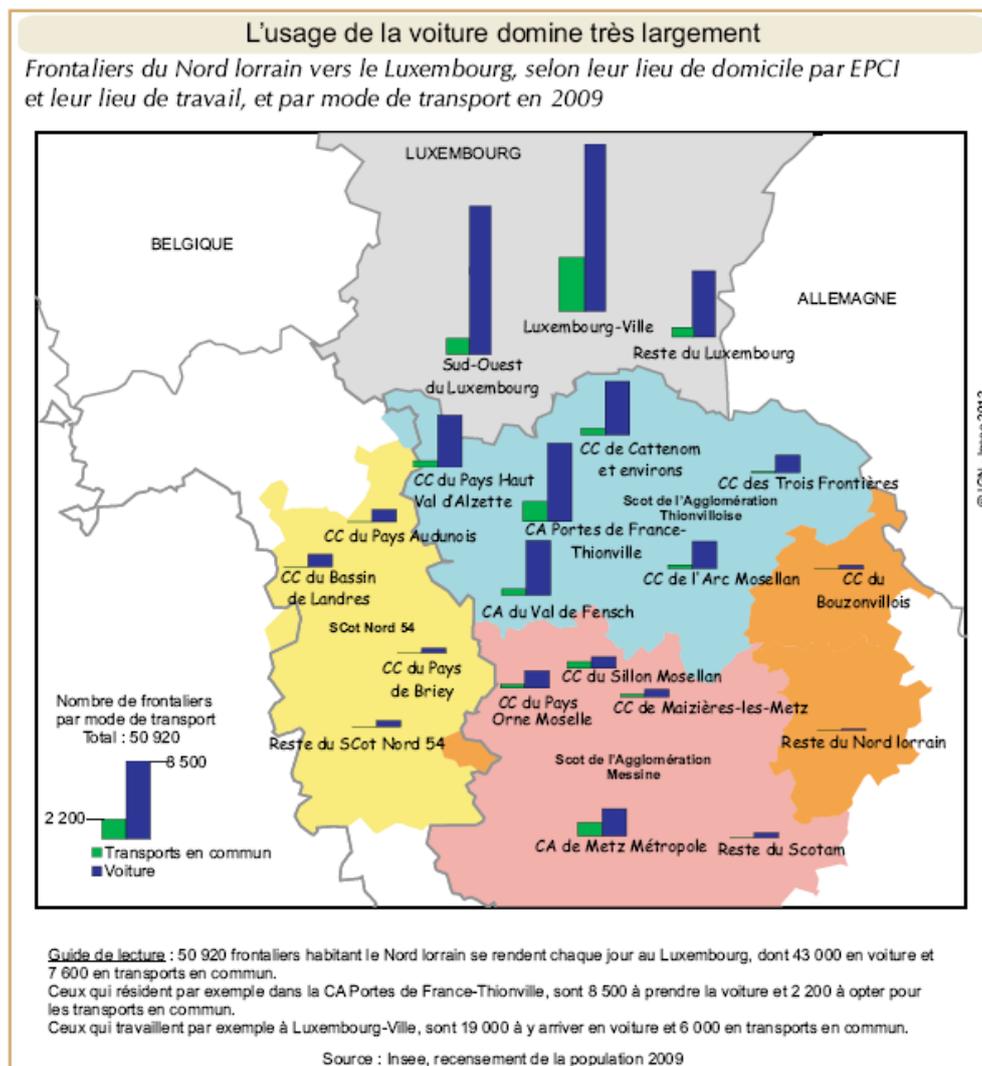
11-3 : Les pouvoirs publics se sont engagés résolument dans le développement du très-haut débit sur l'ensemble du territoire lorrain. Déterminés face au défi de la reconversion à engager la Lorraine vers les technologies de demain, ils ont fait de l'informatique et de ses dérivés l'une des filières essentielles de la Lorraine. Convaincus que les moyens ne seraient pas suffisants à l'échelle locale, ils se sont associés au Grand-Duché de Luxembourg et à la Sarre qui disposent pour l'un de moyens financiers et pour l'autre de centres de recherche de pointe. Le LORIA est devenu l'épicentre d'un centre mondial de recherche destiné à l'informatique dont le rayonnement dépasse les frontières de l'Europe.

De nombreux chercheurs internationaux s'installent en Lorraine qui accueille de plus en plus de congrès dédiés à ce domaine. De plus, la boucle du très-haut débit dépasse également les frontières du territoire et associe les territoires de l'ensemble de la Grande Région. Tous les lieux de ces territoires transfrontaliers sont également connectés au très-haut débit tant et si bien qu'aucun territoire ne se trouve en « retrait » technologique.

12- Les mobilités - les infrastructures

12-1 : Le développement et la modernisation des infrastructures de transport n'ont pas fait l'objet de priorités de la part des pouvoirs publics au cours des vingt dernières années. L'ensemble des transports collectifs a subi une dépréciation importante et plus particulièrement pour ceux situés en milieu rural. Ainsi les lignes ferroviaires en dehors du sillon lorrain ferment une à une en raison de la baisse des engagements financiers possibles. S'il existe une en-

traide naturelle parmi les anciens, celle-ci a tendance à disparaître avec l'essor des nouveaux habitants. La résultante en est une hausse importante des transports en individuel et un bilan énergétique très mauvais dans ces zones. Enfin l'absence de concertation entre les élus et de mobilisation collective a nui à la promotion d'outils structurants pour l'économie, l'aménagement et l'attractivité du territoire.



12-2 : Si l'état des finances publiques a contraint le développement des grands équipements structurants, les pouvoirs publics ont su s'adosser à des comités multimodaux de dessertes pour réussir un développement équilibré des offres de transport sur l'ensemble du territoire lorrain. Réunissant les associations d'usagers mais également des représentants du monde économique et social, ces comités de dessertes apportent des réponses pratiques aux conditions de transport des citoyens. Ils servent également de chambres de médiation entre les opérateurs et les autorités organisatrices. Les grandes villes ont réussi à se mobiliser sur l'optimodalité et ont créé des autorités organisatrices de transports uniques, regroupant l'ensemble des modes de transport. Les modes de transport alternatif ont été privilégiés et les modes doux (piétons et cyclistes) sont devenus prioritaires.

12-3 : La Grande Région a apporté un plus considérable à la mobilité de ses concitoyens avec le développement des offres de transport collectif au-delà des anciennes frontières. Chaque opérateur le mieux placé a ainsi acquis le droit à prolonger ses lignes. C'est ainsi que les transports en commun de Sarrebruck vont à Forbach de 6h00 du matin à minuit. Il en est de même dans le Pays-Haut avec le Grand-Duché de Luxembourg. Dans le cadre des grands travaux financés par l'Etat, les collectivités lorraines ainsi que toutes les forces vives se sont mobilisées afin d'obtenir une grande autoroute métropolitaine, un véritable RER entre les grandes villes de l'agglomération métropolitaine transfrontalière. Les membres de la Grande Région se sont mis d'accord pour spécialiser leurs plateformes aéroportuaires et faire de la Grande Région un aéroport ultramoderne.

ÉVOLUTION DES SCÉNARIOS



PARTIE 3

Introduction

Comment envisager une « citoyenneté lorraine » dans 20 ans ? La nouvelle génération des enfants nés et à naître, les jeunes adultes de maintenant vont être les acteurs de ce futur très incertain. Construire des scénarios à partir des constats dressés par les experts, observer avec lucidité nos forces et nos faiblesses, encourager les projets et les initiatives qui donnent vie à notre espace commun permettent d'imaginer l'avenir. C'est un exercice périlleux pouvant au mieux, prêter à discussions, au pire, devenir une prophétie, un rêve ou un cauchemar !

Nous ne pouvons pas nous abstraire de notre responsabilité. En faisant de la prospective nous assumons la mission qui nous a été confiée dans le cadre des activités du CESER de Lorraine. Pour cela nous mettons au débat ce que nous appelons des « scénarios du possible », ce qui est une manière d'anticiper sans pour autant fuir l'instant présent et sans oublier les riches leçons de l'histoire lorraine.

La « société civile » peut et doit apporter sa contribution dans l'édification de notre Région. Elle ne sera certainement plus ce qu'elle est aujourd'hui sans pour autant nier son histoire et sa géographie. Dès maintenant les incertitudes et les espoirs ne se limitent plus aux seules frontières locales et nationales. Elles sont devenues « mondiales » et l'espace lorrain s'il est encore transfrontalier deviendra demain transculturel dans un ensemble qui est déjà en recomposition par les moyens de communications, les déplacements domicile travail, le développement des connaissances et de l'information.

Les mutations propres aux cycles du temps répondent à des caractéristiques scientifiques, économiques, sociales, environnementales et culturelles qui s'entrecroisent sous forme de problèmes, de progrès

ou de reculs avec lesquels nous construisons nos existences. Nous sommes dans l'ère de la complexité. Mais, les changements, les transformations sont aussi le propre des acteurs, comme la responsabilité nouvelle des consom'acteurs – ceux que nous appelons les citoyens dans la prospective proposée. Citoyens-Acteurs politiques, économiques, sociaux, environnementaux et culturels agissant concrètement aujourd'hui et demain pour construire la Lorraine. Cette projection vers le futur est indispensable pour conforter, avec d'autres, notre volonté de participer au renouveau indispensable de notre espace commun avec les femmes et les hommes qui détiendront le pouvoir d'agir et de créer en s'émancipant des peurs et des rejets constituant le poids insupportable de la soumission à l'inhumain.

La section prospective propose trois scénarios possibles, aucun d'eux en l'état ne forme une projection définitive. Les rapports précédents de la section prospective territoriale ont montré des projections justes dans des domaines et des attentes restant encore à bâtir. Ils sont construits sous la forme d'une démarche débutant « au fil de l'eau » pour aboutir à un projet que l'on peut qualifier « d'optimiste » si l'on se réfère à la pensée souvent répétée de celui qui soulignait la condition humaine par « le pessimisme de la lucidité et l'optimisme de la volonté » !

Le premier scénario nous l'avons nommé « le repli » : l'accentuation des clivages, et le règne du chacun pour soi dans une sorte de délégation citoyenne pouvant pour de multiples raisons s'analyser comme une impossibilité ou un renoncement à l'engagement citoyen. C'est le scénario du pire, il peut être fatal pour notre région. Cette dernière se banaliserait en figurant dans les bas de tableaux des performances économiques et sociales. Elle continuerait de perdre

des habitants, en comptant sur ses voisins pour maintenir l'emploi, verrait sa population vieillir et attendrait des jours meilleurs par des retournements de conjoncture ou des aides de l'Etat. Pour le citoyen ce scénario est celui d'une forme de résignation. Il peut être aussi celui de la colère en face des clivages de plus en plus importants dans l'espace régional entre espaces urbains et ruraux, bassins de vie et d'emplois...

Le second scénario s'intitule « la coopération » :

une responsabilité individuelle et collective qui se joue localement. Cette citoyenneté se caractérise par la richesse de la vie sociale et l'implication territoriale dans un espace maîtrisé et contribue à faire de la vie locale l'espace civique privilégié. Ce scénario est celui de la refondation car il s'appuie sur les projets existants et la capacité des citoyens, élus et acteurs de la société civile, capables de travailler ensemble, de faire « front » ensemble pour parvenir à les réaliser. Il s'inspire directement de ce qui a été entrepris dans le cadre de Lorraine 2020 et des relations établies localement pour faire participer les citoyens aux décisions qui les concerne. Il peut être qualifié d'optimiste sans pour autant être utopique. Les citoyens lorrains doivent s'interroger sur leur possibilité de construire leur avenir dans lequel ils s'impliquent en défendant leurs projets et en s'appuyant sur les valeurs démocratiques de leur citoyenneté. Il ne se limite pas aux seuls horizons du légitime combat pacifique de la politique mais fait du quotidien, « le vivre et le faire ensemble », l'enjeu du renouveau lorrain.

Le troisième scénario invite à « l'engagement » :

il se fonde sur la vivacité des liens et des échanges où le global et le local s'entrecroisent pour former des ponts et des passages entre les citoyens au-delà de toutes les frontières dressées empêchant l'initiative et la solidarité. C'est le scénario de l'espoir, celui qui peut le plus facilement prêter à la critique et à l'ironie. Il interroge plus qu'il ne promet en traçant des pistes pour sortir de l'ornière de la fatalité.

La Région Lorraine ne peut à elle seule réaliser une profonde mutation impliquant une transformation profonde des rapports entre les différents acteurs institutionnels, économiques et sociaux dans un espace recomposé par une volonté citoyenne prise en compte par les Etats et la Communauté Européenne. Ce nouveau chemin est une résistance à l'esprit de fatalité et du laisser-faire qui ne peut se résoudre à accepter les choses comme elles sont !

C'est aussi une réponse à la réflexion du sociologue Edgar Morin qui dit à propos du futur : « ... C'est un chemin difficile, car les esprits ne savent où ne cherchent à se reconvertir, difficile parce qu'il faut penser de façon complexe, par exemple à la fois croissance et décroissance, difficile parce qu'il n'offre pas de certitude. Mais nous sommes dans une période d'hébétéude, de résignation, de soumission qu'on ne conçoit pas le seul chemin réaliste. L'opinion est hébétée, privée d'avenir, angoissée du présent, et une partie se réfugie dans ce qu'elle croit être le passé, c'est-à-dire des racines nationalistes, pseudo-raciales ou religieuses... »

Pour la section prospective la meilleure façon de tracer le « seul chemin réaliste » est de poser les balises de la citoyenneté pour y parvenir, car il n'y a pas d'autre choix que de faire de notre espace régional le lieu du bien être individuel et collectif.

1er scénario : le Repli

"L'accentuation des clivages, le règne du chacun pour soi"

Le citoyen lorrain de 2030 est le reflet d'une évolution démographique déjà prévue en 2013 et contre laquelle aucun ressort d'amélioration n'a été trouvé. Le citoyen lorrain de 2030 est avant tout un senior puisqu'il constitue la principale tranche de la population. Outre le déficit migratoire historique qui perdure en raison de la stagnation de la situation économique, la Lorraine voit désormais le nombre de jeunes diminuer. Cette situation est encore plus vraie dans les zones rurales où le taux de seniors est particulièrement élevé. Le vieillissement de la population engendre des conséquences économiques fortes notamment dans les territoires ruraux. En effet, l'absence d'une main d'œuvre jeune et qualifiée et d'un pouvoir d'achat dynamique et varié a provoqué le départ, ou la fermeture, de nombreux commerces et entreprises.

L'économie reste atone dans un monde incapable de reconsidérer son modèle de développement et de partage des richesses produites et accumulées. La Lorraine se banalise dans le peloton de queue des régions françaises. Cette situation entraîne également une précarité éducative forte avec la disparition de nombreux centres de formation. Cela a pour corollaire une baisse significative du niveau de formation mais aussi l'absence de formations adaptées aux besoins des entreprises présentes sur les territoires.

Les retards pris dans le développement du très haut-débit numérique dans les zones rurales a également pénalisé l'accès aux cours qui se diffusent désormais à grande échelle via Internet. En somme, les risques pour un habitant de ces zones rurales d'être âgé, sous-qualifié et dans une situation sociale difficile sont élevés.

Dans un contexte « mondial » toujours conflictuel et incertain, les Etats et les institutions internationales ne parviennent toujours pas à mettre en œuvre des instruments de régulation permettant d'assurer la stabilité et l'équité pour les peuples et entre les états. L'Europe privilégie sa fonction d'arbitre au détriment d'une volonté politique. L'idée d'une « citoyenneté européenne » reste une idée ! Malgré le déclin démographique, la « vieille Europe » ne parvient pas à gérer et à faire comprendre à sa population les enjeux liés à l'immigration. Celle-ci est toujours perçue comme un danger en raison de la concurrence salariale et du rejet alimentés par des mouvements idéologiques et politiques développant les théories du choc des civilisations. Les moyens d'information et de communication souffrent d'un déséquilibre croissant entre ceux qui bénéficient et maîtrisent les techniques les plus élaborées et ceux qui en sont totalement exclus.

La transition énergétique, malgré les chocs climatiques et les pollutions massives dans des régions du monde, ne parvient toujours pas à se mettre en place malgré quelques timides expérimentations. Les Etats renvoyés à « leurs problèmes » se voient toujours contraints de gérer des dettes qui entraînent de politiques d'austérité ne permettant pas d'envisager des investissements d'avenir pour les populations. Une sorte résignation s'installe.

Globalement, la citoyenneté en Lorraine est hétérogène, avec des citoyens éloignés des centres de décision économiques, éloignés des grands réseaux de communication, sans accès au très haut-débit. Ils sont ainsi éloignés de l'information et des prises de décisions. Le sentiment de délaissement chez ces ci-

toyens est relativement élevé, d'où une faible participation dans les différentes élections, tant locales que nationales. A contrario, une solidarité locale s'organise et le retour à l'entraide se développe, les gens « comptent sur eux-mêmes ». Ils se méfient de l'information et se retirent de la vie politique sauf au plan local où les municipalités deviennent le premier interlocuteur pour toutes les questions touchant à la vie quotidienne des citoyens.

Face à ce citoyen vivant à l'écart de l'urbanité et sans véritable culture rurale, se dressent deux autres types de citoyens, le suburbain et l'urbain. L'absence d'accord entre les élus des différentes collectivités a maintenu en état le mille-feuille institutionnel mais a surtout nui à la mise en œuvre concertée de politiques d'urbanisation et d'aménagement du territoire. Aussi, le développement des zones pavillonnaires s'est accentué avec désormais un éloignement de plus en plus important des centres urbains et notamment du Sillon. Ces nouveaux lotissements génèrent un isolement voulu – et non subi – et l'absence de toute vie collective. Le covoiturage ne fonctionne quasiment pas, les associations n'arrivent pas à trouver de bénévoles. Les gens se replient dans un triptyque jardin, télévision, Internet qui ne favorise pas les échanges. L'entre-soi l'emporte sur le vivre ensemble provoquant des méfiances et des peurs entre les groupes sociaux. Ce repli se double d'une aspiration à la quiétude et des comportements exacerbés voire subjectifs face aux nuisances avec une demande sécuritaire nettement renforcée.

Les difficultés économiques qui mettent en péril également la construction d'une vie moyenne rêvée ou espérée se conjuguent à cet état d'esprit pour aboutir à deux comportements électoraux nettement marqués : la fin des grands partis classiques de droite et de gauche ; un abstentionnisme de plus en plus important. Le citoyen suburbain est de plus en plus éloigné du système démocratique et croit toujours davantage en l'individualisme.

Le citoyen urbain a également changé. Il est plus jeune, fruit du départ des zones les plus rurales des jeunes couples mariés avec enfants et de la concentration universitaire et scolaire notamment dans le Sillon Lorrain. Il est en revanche plus pauvre qu'il ne l'était auparavant en raison du départ des nombreuses classes moyennes vers les zones suburbaines. Cette paupérisation engendre des difficultés croissantes de logement et également une précarité énergétique face à la montée forte du coût des énergies fossiles. Des initiatives de solidarité s'organisent entre des groupes voulant s'identifier comme autonomes à une vie sociale et politique qu'ils condamnent au nom d'un engagement minoritaire mais fortement marqué par l'idée de « décroissance ». Cela entraîne également des tensions fortes et le vote « sécuritaire » a tendance à se renforcer au cœur même des villes qui voient arriver des populations ne pouvant plus accepter les conditions de vie dans leurs propres pays.

Cette situation se retrouve dans l'ensemble de l'espace transfrontalier où, malgré l'arrivée importante de travailleurs qualifiés étrangers en Allemagne, le pays reste dans une léthargie démographique. Les pays « transfrontaliers » conservent chacun leur prérogatives et les tentatives restent limitées pour initier en grande région un apprentissage de la langue du voisin et des législations communes en matière d'emplois et de formation. Dans cette Lorraine 2030, le citoyen lorrain – mais cela est vrai à l'échelle de l'Europe – a perdu toute croyance en l'idée européenne qui s'effrite depuis les crises qui ont touché les pays d'Europe du Sud dans les années 2010 et rejette même sur l'Europe les difficultés qui sont les siennes. Les replis régionaliste et nationaliste sont forts et le développement transfrontalier s'est arrêté, aggravant ainsi la situation économique et sociale de la Lorraine. L'abstentionnisme est devenu la plus importante des maladies politiques et la précarité devient une règle de vie obligeant chacun à gérer dans son réseau le plus souvent familial un avenir toujours anxieux et incertain. Seules la collectivité locale, les associations et les entreprises ayant pu résister aux différentes

crises assurent encore une cohésion qui a du mal se pérenniser en raison du manque de responsables.

La situation de crise qui prévaut a également mis un coup d'arrêt à la féminisation des emplois telle qu'elle avait été imaginée dans les années 2010. Le taux d'emploi des femmes a baissé et la part des emplois précaires qu'elles occupent est de plus en plus importante. Corrélativement, le taux de naissance a chuté, ce qui inquiète pour la génération 2050.

L'école reste le lieu privilégié de l'éducation citoyenne: elle se concentre sur la vie quotidienne, les questions environnementales et les règles visant à

proscrire les incivilités. Malgré ses efforts, l'Université de Lorraine peine à accueillir les étudiants et les chercheurs étrangers devant le déclin démographique de la Grande Région et l'absence de concrétisation des grands projets du renouveau industriel de la région. La citoyenneté est en berne mais elle n'est pas pour autant détruite en raison de l'attachement fort de la région et de l'ensemble de la nation aux valeurs républicaines qui permettent de maintenir une solidarité fragile pouvant se renforcer grâce à un mouvement de coopération locale sur lequel nous avons bâti le second scénario.

2ème scénario : la Coopération

"Une responsabilité individuelle et collective qui se joue à l'échelle locale"

Dans trente ans le monde connaîtra-t-il plus de paix, de stabilité et de justice ? Il est impossible de répondre à cette question mais on peut imaginer que sous la contrainte des grands changements climatiques, par la pression des peuples aspirant à plus de liberté et de démocratie, par cette idée universelle de justice inscrite dans sa déclaration de 1948, « *la mondialisation* » pourrait devenir un espoir à la place d'être seulement un marché. L'Europe poursuit malgré tout sa longue et difficile construction sans pour autant remettre en cause les principes de souveraineté des Etats. Est-ce le bon choix ou faut-il envisager une autre construction plus intégrée ? Cela relève justement de l'engagement citoyen à l'échelle d'un continent comportant de multiples nations aux cultures et à l'histoire différentes. On peut imaginer pour les 30 années à venir un débat civique dans un climat apaisé, plus serein grâce aux efforts des uns et des autres pour harmoniser leurs politiques économiques, sociales et environnementales.

Dans ce contexte d'apaisement et de recherche de voies nouvelles, la Lorraine a connu des transformations et dans un certain sens s'est régénérée après des décennies de déclin. C'est au cœur des territoires que s'est redéveloppée la Lorraine. La logique du projet l'emporte et chaque collectivité, entreprise, groupement social et associatif apporte sa contribution pour une nouvelle dynamique de la refondation lorraine. La Région en tant qu'institution devient le moteur du développement économique et anime l'aménagement du territoire en concertation avec toutes les collectivités territoriales qui s'engagent dans un véritable

plan de développement lorrain. C'est Lorraine 2020 qui sert de fil conducteur en favorisant les initiatives en développant une « démocratie participative » à l'échelle du territoire lorrain.

L'Université de Lorraine a pu jouer le rôle majeur qu'on attendait d'elle en fédérant des initiatives de formation et de recherche dans le domaine public comme dans le secteur privé. La vallée de matériaux et les réalisations urbaines et rurales ont modifié « l'image » de la Région et attirent de nouveaux arrivants. L'objectif des pouvoirs publics a été d'élever globalement le niveau des qualifications et surtout d'orienter vers des métiers porteurs d'emploi. Chaque territoire lorrain dispose ainsi d'un comité regroupant les organisations professionnelles et syndicales, les collectivités dont la Région au premier rang. Ces comités étudient les besoins des entreprises, les évolutions des métiers et les formations à mettre en œuvre tant qualitativement que quantitativement. De nouvelles solidarités se créent également en entreprise avec la mise en place d'un tutorat entre les seniors et les jeunes entrants. Cette politique permet de faire monter le taux d'emploi des seniors, favorise la transmission des savoirs et crée de nouveaux liens. Pour les adultes, la question de l'emploi s'est nettement améliorée avec une volonté des acteurs sociaux, syndicaux et élus de développer l'économie résidentielle et productive au sein de chaque territoire en se basant sur les atouts et les potentiels de chacun d'entre eux. De véritables comités de filière territoriaux ont ainsi été installés avec la volonté de conforter et redévelopper le tissu industriel. Il en ressort un

taux d'emploi en nette amélioration. Cette situation a profité aux femmes salariées, avec là aussi, du fait des mesures prises afin de favoriser les solutions de garde et les activités de périscolaire, un taux de féminisation en nette évolution. Globalement, la négociation entre organisations professionnelles et syndicales est permanente, centrée sur les territoires et veillant en permanence à l'adéquation des compétences et à la mise en place systématique d'une GPEC (gestion prévisionnelle des emplois et des compétences).

La vie s'organise, tant dans les zones métropolitaines que dans les villes-relais et bourgs autour de quartiers où la plus grande mixité est recherchée. Celle-ci porte à la fois sur les strates sociales avec une part importante de logement social inclus dans ces ensembles mais aussi une mixité d'âge et une mixité d'activités. Ce croisement fertile fait naître des échanges nouveaux. Les collectivités locales ont également mis en place des structures permanentes de médiation afin de favoriser les échanges et la résolution des problèmes. Le tissu associatif participe à cette mise en commun avec la création de locaux dédiés au partage et à l'accessibilité à l'Internet. Les activités culturelles et sportives se développent sur l'ensemble du territoire grâce à des conventions pluriannuelles et des équipements adaptés. La question des migrations et des différences culturelles est enfin apaisée par le simple fait que l'emploi redémarre.

Les initiatives locales et les activités culturelles communes, le développement des activités sportives favorisent les rencontres et la reconnaissance d'une diversité devenant une richesse alors qu'elle était vécue comme une crainte et un rejet de l'autre parce qu'il est différent.

La « Grande Région » qui est encore un espace transfrontalier devient également un territoire à projets où l'initiative transfrontalière est soutenue par les Etats et les Collectivités Territoriales. Apprentissage des langues, coopérations économiques dans l'innovation et la recherche, réalisations culturelles sont ins-

crits dans un calendrier de développement régional. Enfin la question des mobilités et des transports est organisée à l'échelle du territoire « grand régional », facilitant ainsi les déplacements domicile-travail, mais aussi permettant les découvertes touristiques locales et la participation aux manifestations culturelles.

Pour les seniors, il y a un véritable profit à cette mixité nouvelle à la fois en devenant les acteurs de ce renouveau grâce à leur investissement militant dans la vie sociale, culturelle et sportive. La question de la santé est prise en charge globalement à la fois en termes de prévention et de soins. Elle est renforcée par la création de maisons de santé permettant l'accès à une large palette de soins autour de ces quartiers. D'autre part, au regard des prévisions démographiques présentées par l'INSEE en 2013, un vaste programme de formation d'aides aux personnes a été mis en œuvre et leurs conditions de travail se sont améliorées, ce qui permet à de nombreux seniors de pouvoir rester à domicile. Leur intégration dans des ensembles mixtes favorise également ce maintien à domicile.

Le local devient un enjeu citoyen en renforçant toutes les coopérations se construisant autour de micro-projets facilitant l'autonomie et l'initiative dans tous les domaines de la vie économique, sociale, environnementale et culturelle. La proximité, les circuits courts et les solutions coopératives permettent de concrétiser une solidarité qui dépasse le cadre de l'aide sociale pour devenir une manière d'entreprendre et de créer tout en cherchant à respecter son environnement : habitat partagé, covoiturage, unité commune d'innovation et de développement économique, emplois stables et mobiles, formation continue... Devenir et être citoyen est alors synonyme d'une responsabilité assumée dans la construction d'un espace de vie commun. C'est surtout un engagement lucide et volontaire pour donner du sens à un projet plus global faisant de la citoyenneté l'engagement commun pour un renouveau régional. C'est l'hypothèse du troisième scénario.

3ème scénario : l'Engagement

"Un développement qui dépasse les frontières et qui se fonde sur la vivacité des liens et des échanges"

Un monde plus apaisé ne veut pas dire des sociétés sans crise et mutation, sans catastrophe humaine, technique et écologique. Nous ne vivons pas en 2030 dans le « meilleur des mondes », et c'est mieux ainsi. C'est justement dans la manière de gérer le conflit et de faire face au chaos que doit, à l'échelle du monde, se prévoir l'avenir. En sommes-nous capables ? L'éducation, l'information, les libertés et la responsabilité sont-elles suffisamment fortes partout pour assurer un avenir à tous ? Il n'existe pourtant guère de choix en admettant que notre planète n'est plus à conquérir mais à préserver et à habiter avec bienveillance. Ce sont les jeunes d'aujourd'hui qui doivent passer de la prise de conscience à l'action en donnant un sens nouveau à la citoyenneté dans un espace transformé et un environnement respecté dans sa diversité.

En 1982, il y a plus de trente ans, le délai qui nous sépare dans notre exercice de prospective, Bertrand Schwartz remettait son rapport au Premier Ministre intitulé « l'insertion sociale et professionnelle des jeunes ». Face à la montée du chômage massif d'une jeunesse en quête d'un avenir il faisait une analyse et des recommandations toujours valables aujourd'hui, comme si notre société vivait dans l'immobilité. Les trente prochaines années seront-elles toujours celles de la précarité et de la recherche du premier emploi ? En face de cette situation, une fraction importante de la jeunesse vit cette situation comme une exclusion se caractérisant par une terrible frustration. Certains choisissent ou subissent la marginalité, les commerces illicites pour survivre en faisant de la violence pour eux et les autres leur mode de vie. On ne peut

se résoudre à un tel avenir. C'est parce que le sursaut lorrain a pu se produire que l'on peut imaginer une nouvelle citoyenneté capable d'exercer les responsabilités politiques, économiques, sociales, environnementales et culturelles dans un espace recomposé. Une citoyenneté qui repose en priorité sur la place accordée à la jeunesse dans ces différentes sphères de responsabilité.

En 2030, grâce à l'harmonisation fiscale et sociale, la Grande Région devient un pivot de l'Europe. Les communications, les outils de traduction et l'apprentissage des langues permettent les échanges et l'information. Les moyens numériques maîtrisés font partie de la vie quotidienne : pour se former, se déplacer, gérer ses activités, régler des questions administratives et recevoir des informations sur sa santé... L'éducation permanente se redécouvre une vocation en mettant en place des services et des groupes de formation chaque fois qu'une innovation permet d'améliorer les conditions de travail et de vie quotidienne.

La mobilité des personnes entre les villes, les entreprises et les différents lieux de vie dans l'espace rural comme en milieu urbain permet de communiquer facilement. Des systèmes de billetterie, des aides et des « pass » favorisent pour les jeunes comme les adultes et les seniors, les déplacements, autant pour travailler, pour se former et ses loisirs. Une implication citoyenne des usagers dans les transports permet de mieux gérer les circuits et les lignes de transports individuels et collectifs.

La transition énergétique devient une réalité et elle est attendue comme une vraie proposition civique impliquant une responsabilité collective pour l'avenir. C'est pourquoi la Région, en lien avec les Etats et l'Union Européenne, fait de la Lorraine une plateforme de la transition mise en œuvre dans l'industrie grâce aux nouveaux matériaux. Elle participe dans ses domaines de compétences et en lien avec toutes les collectivités à la réhabilitation de l'espace bâti et à la préservation des ressources naturelles. Les compétences économiques régionales comprennent une vigilance écologique qui, sans être une nouvelle religion, fait de la sobriété et du respect du patrimoine naturel l'un des éléments du débat citoyen à chaque projet de création d'activité nouvelle. Les circuits courts d'alimentation, d'aménagement et de construction sont privilégiés en faisant de l'agriculture lorraine, des artisans et des entrepreneurs lorrains les acteurs déterminant de cette mutation. La communication numérique est souvent utilisée pour montrer et informer l'ensemble des citoyens sur le savoir-faire et les innovations.

Le rapport entre travail et vie quotidienne et sociale fait l'objet de véritables négociations et d'accords dans les branches, les entreprises et les services publics. L'égalité entre les femmes et les hommes sur le plan professionnel n'est plus un mythe et les collectivités locales avec les associations, les organisations syndicales, les organismes professionnels et les services privés et publics d'aide aux personnes parviennent à concilier vie professionnelle, vie sociale et familiale. Des équipements nouveaux et modulables voient le jour en lien avec des comités de gestion et d'usagers de ces lieux pouvant redonner du sens au vivre ensemble. Les initiatives d'habitat collectif, impliquant un engagement dans la transition énergétique peuvent provenir d'initiative citoyenne avec le soutien des collectivités.

Le vieillissement des populations et le grand âge sont les nouvelles réalités à prendre en compte et ce qu'on nomme la vieillesse n'est plus le fardeau que

l'on portait précocement à peine la retraite obtenue. Il reste que la question de ce temps à soi après de longues années de travail est posé pour les nouvelles générations qui doivent inventer un autre rapport entre les différentes périodes de la vie comprenant à la fois, le travail, la formation, l'entretien de son espace de vie, l'éducation des enfants, les loisirs et pourquoi pas aussi « le droit à la paresse » chère au poète Paul Lafargue. La participation des seniors aux différentes activités sociales et culturelles caractéristiques de notre époque est un phénomène qui s'amplifie avec plus de mixité générationnelle et de genre qu'aujourd'hui où l'on constate un regroupement réservé semble-t-il aux catégories sociales les plus favorisées. Les meilleures conditions sanitaires, les découvertes et progrès de la médecine, une autre manière de concevoir la santé doivent permettre de mieux prendre en charge les soins nécessaires aux malades et à l'accompagnement des personnes dépendantes. C'est sans doute au niveau local et en même temps avec des centres techniques perfectionnés que se trouvent des solutions de gestion en impliquant à la fois les personnels soignants, mais aussi les familles et les personnes concernées pour assurer ensemble une responsabilité partagée en matière de santé.

Le changement le plus remarquable provient d'une modification profonde des rapports sociaux avec moins de clivages entre les groupes, les cultures et les modes de vie. Sans idéaliser un nouvel âge d'or n'ayant jamais existé, sans imaginer que les différences et les antagonismes sociaux disparaîtront magiquement, l'augmentation du nombre d'étudiants venant du monde entier, le retour du travail et de l'emploi comme facteur d'intégration et l'éducation devenant une priorité assumée favoriseront les échanges et les solidarités qui remplacent les craintes et les rejets des autres en raison de différences réelles mais aussi fantasmées. Les disparités entre le rural et l'urbain s'estompent du point de vue social pour devenir des choix de mode de vie. La « métropolisation » de l'espace régional devient transculturel comme un espace en archipel où s'échange des savoirs et des so-

lidarités. Le « bien être et le mieux être » entrent dans les statistiques. Les responsabilités sont partagées, les cumuls de pouvoirs disparaissent pour laisser la place au partage des responsabilités et à la limitation de la durée des mandats politiques, mais aussi institutionnels dans différents organismes permettent un brassage et une multiplication des prises de responsabilité. La citoyenneté lorraine de 2030 est active et ancrée à la fois dans le global grâce à l'information et dans le quotidien par l'action.

Conclusion

Nous avons choisi 12 variables pour projeter la citoyenneté à l'horizon 2030. Ce choix, arbitraire mais réfléchi, a été longuement discuté au sein de notre section pour aboutir aux scénarios que nous vous proposons.

Ces variables s'entrecroisent et s'analysent suivant les positions qu'elles occupent pour former une hypothèse. Elle représente un possible sans pour autant être une certitude. Rappelons que nous avons choisi d'inscrire la citoyenneté dans une logique sociale – c'est-à-dire dans un rôle actif ou passif que peut jouer ou subir la citoyenneté dans la société - . Ce choix est bien entendu discutable car une démarche prospective est d'abord une volonté de débattre, de confronter et de se projeter.

Les scénarios en découlant peuvent se lire comme une sorte d'esquisse des « romans de l'histoire à construire » d'un avenir qui, nous le rappelons, est incertain.

Nous affirmons qu'il est impossible d'imaginer les jours plus ou moins lointains comme étant la repro-

duction de ce que nous vivons aujourd'hui. La Lorraine souffre trop pour se contenter d'observer et attendre des jours meilleurs. La Lorraine doit trouver un nouveau souffle, elle peut et doit se renouveler en comptant en premier lieu sur sa jeunesse et sur toutes les potentialités de ses acteurs, économiques, sociaux, culturels et environnementaux.

Cette contribution n'est pas un guide ou une quelconque doctrine, elle n'est pas non plus la description d'un avenir réel ou certain mais un document libre pour ouvrir un débat : entre les institutionnels, les décideurs mais aussi et surtout entre les citoyens eux-mêmes. Nous appelons au débat dans les associations et les organisations représentatives. Le CÉSAR est en premier lieu concerné.

La citoyenneté n'est pas une idée abstraite mobilisée uniquement au moment des élections, elle est plus que jamais essentielle dans la construction de notre avenir commun.

Interventions en séance plénière

Intervention de Fabrice Genter 3ème collègue (logement)

Merci Président. J'ai beaucoup aimé cette intervention de ce matin qui, en plus, clôture cette mandature, merci. Je voudrais déjà en préliminaire dire quel est l'attachement que nous avons à cette région et, d'autre part, bien réaffirmer que nous n'avons pas envie d'en partir. Cela pourrait être pour beaucoup d'entre nous la tentation et on en voit qui le font, mais nous, n'avons pas envie, parce qu'il y a des réalités et des bases qui nous ancrent dans ce territoire, qui nous ancrent dans ce tissu relationnel que nous savons très fort, même s'il a du mal à bouger en ce moment.

Trois considérations me semblent importantes :

◆ le temps, prendre la mesure du temps et de ses accélérations ou de ses immobilités. Je crois que la période dans laquelle nous sommes n'est pas une crise, la crise n'est qu'une résultante, c'est surtout une période de mutation qui est considérable, comme on en a déjà connu par le passé. Et ces mutations viennent déjà des mutations technologiques qui sont considérables. On voit bien comment tout a changé, de façon peut-être encore plus forte qu'à l'époque où l'électricité est arrivée, ou des innovations de ce type. L'ouverture mondiale a aussi complètement changé la donne. Rappelez-vous avant 1989 et la chute du mur de Berlin, on n'allait que dans la moitié du monde. Maintenant, on va partout et les autres viennent aussi de partout ! Maintenant, l'Europe permet une circulation complète et c'est énorme. Comprenons que notre vision française récente de l'après-guerre de la construction d'un hexagone, où des plans quinquen-

naux décidaient comment on allait vivre est aujourd'hui révolue.

En revanche, qu'avons-nous devant nous par rapport à ce temps ? Une accélération. Mais cela veut dire aussi que les cartes sont rebattues et surtout qu'il ne faut pas avoir peur d'aller autour de la table de jeu et de bien choisir la table où nous allons aller jouer. Est-ce qu'on va jouer petit dans un coin, ou est-ce qu'on a envie de jouer à la table des grands parce qu'on a ce passé derrière nous, cette culture, cette capacité à faire ? Moi je dis allons-y, accélérons la chose et osons aller jouer, osons jusqu'au bout, il n'y a pas de raison d'avoir peur.

◆ le deuxième point qui me semble important, c'est cette notion de citoyenneté. Elle me plaît parce qu'elle reprend complètement ce positionnement que porte chacun d'entre nous. Maintenant, la question qui se pose et que l'on décèle au quotidien, c'est comment faire éclore cette citoyenneté ? Peut-on être aujourd'hui dans un repli des uns et des autres, et de positions individuelles ? Cette citoyenneté, nous avons tous du mal à la faire s'exprimer. Alors, on organise plein de réunions, on est champion pour les réunions. On fait de la concertation, et il y a tellement de monde, tellement de choses dites et tellement de rapports que finalement, comme le disait Coluche, ce qu'on a dit au début on l'a oublié à la fin. C'est quand même terrible. Et pourtant, il y a beaucoup de bonnes volontés et on a envie d'aller plus loin.

Au cœur de cette notion de citoyenneté finalement et si on regarde l'histoire derrière nous, se pose la question : est-ce qu'on a envie d'être citoyen quand il n'y a pas de projet collectif ? Je crois que la question de citoyenneté et de collectivité est intimement liée. A

chaque période de notre histoire française, mais dans d'autres pays c'est la même chose, de grandes choses ont été faites. Les gens ont porté et fait bouger leur pays, leur état, leur région quand il y avait une émergence de grands projets collectifs. Et un des points essentiels aujourd'hui, pour restaurer cette citoyenneté, c'est de faire émerger un projet qui fasse rêver, qui nous porte plus loin et pas seulement de pleurer sur des cendres, mais d'imaginer des choses qui sont devant nous, en se rappelant que la Lorraine, pendant longtemps, a su créer des conditions d'outils productifs et est passée dans des stades historiques très forts et chaque fois en se renouvelant. Donc, nous avons cette possibilité aussi, à condition d'avoir un projet qui fasse rêver et qui soit crédible.

Sommes nous capables de faire émerger, et je rejoins ce que disait notre ami précédemment, un projet avec une unité forte et qui nous rassemble derrière quelque chose. Clairement nous devons pouvoir nous dire : bien sûr demain nous serons en tête dans cette mondialisation qui est en place, nous serons en tête dans cette Europe et nous pourrions être fiers d'être Lorrains.

Je crois que la responsabilité de nous, élus, à tous les niveaux, c'est d'être capables d'exprimer ce projet, de s'y tenir, de le raconter autour de nous, de façon à ce que cela puisse fonctionner.

◆ le troisième point qui me semblait important, c'est cette capacité de communication collective qui nous manque souvent et qui fait défaut. On parle plus facilement de ce qui ne va pas. Il y a un proverbe qui dit « Un arbre qui tombe fait plus de bruit qu'une forêt qui pousse ». Je crois que souvent c'est vrai.

J'étais hier à une réunion avec les chefs d'entreprises allemands et certains rappelaient comment avait démarré la Smart et comment sur ce projet, pendant des mois voire des années, on a entendu des mots négatifs disant elle ne marche pas cette voiture, c'est un mauvais concept, etc. Aujourd'hui, nouvelle étape

et on est fier d'avoir la Smart chez nous dans son nouveau projet. Est-ce qu'on en parle ? Non, on n'en parle pas. Et on pourrait multiplier les exemples de ce type.

Je crois que cette communication ne peut pas s'improviser. C'est un peu comme au théâtre, notre ami Tordjman pourrait nous aider peut-être là-dessus, de se dire aussi quelle est notre capacité de surjouer et de montrer que la Lorraine est un endroit de bonheur. Ce n'est pas un endroit de destruction, ce n'est pas un endroit noir, mais c'est un endroit de bonheur, c'est un endroit où on a du futur, c'est un endroit où on s'amuse, une région finalement qui est capable non seulement d'aimer les énergies qui sont existantes à l'intérieur de cette région, mais d'aimer aussi les énergies de l'extérieur pour qu'elles nous rejoignent et qu'elles viennent. Le projet de la Vallée Européenne des Matériaux et de l'Energie est formidable parce qu'on est complètement dans cette idée. On a besoin de chercheurs et d'entreprises pour aller plus loin.

Sur nos projets, est-on capable de communiquer encore plus loin et d'aller plus loin sur cette envergure, de façon à ce que l'on puisse tuer cette communication négative et surtout à l'extérieur et très largement montrer à quel point nous croyons à notre Lorraine et nous avons envie de la voir vivre demain. Voilà les trois points dont je voulais vous faire part ce matin.

Intervention de Bernadette Hilpert

1ère Vice-Présidente, 2ème collègue (CGT)

Une réaction personnelle, ce rapport a provoqué beaucoup de questionnement sur cette notion de citoyenneté ! En premier lieu cette question n'est pas « lorraine », elle se pose très largement jusqu'à un niveau mondial. En discutant avec le grand public et en leur parlant : vallée des matériaux, schéma untel, untel etc. ; les gens ouvrent de grands yeux et disent jamais vu, jamais entendu....

Ce qui m'amène à cette question dont je n'ai pas, ni vous, la réponse mais elle nous interroge tous. Quel est le rapport de nos institutions, groupes, assemblées, avec le grand public, les citoyens, « les gens » au quotidien.... Il y a un déficit de débats, de contacts très directs ! Comment l'organiser, comment faire pour qu'ils viennent, pour un débat citoyen ?

Lors de la journée d'action en direction des parlementaires, des militants d'entreprises de divers secteurs témoignaient de l'ambiance actuelle dans les entreprises : c'est foutu, tout est fichu, tous pourris.... rien n'est bien

Comment organiser ce débat citoyen ? Comment permettre à tous d'y participer et éviter le schéma du repli sur soi ? Le danger des extrêmes est bien présent. Attention à l'attitude : nous n'avons pas bien expliqué !! Elle est méprisante et ne permet pas d'entendre la voix des autres et éventuellement faire autrement !

Intervention de Philippe Gomez

3ème collègue (parents d'élèves)

Mon intervention est dans le prolongement. On parle donc de prospective et très souvent, dans la prospective, on n'intègre pas les éléments clés que sont les enfants. On se projette, mais ce n'est pas

pour nous, c'est pour eux. Dans le regard que l'on porte, on oublie souvent les différents enfants. Moi j'ai été adopté par la Lorraine, comme beaucoup de Lorrains qui ont des origines des pays de l'Est ou de l'Italie, voire ensuite dans les années 70 du Maghreb et de l'Afrique. La perception de l'appartenance à un territoire est tout à fait différente pour des enfants issus des anciennes colonies que pour ceux issus d'Europe, ou pour ceux issus vraiment de la France et de la Lorraine. Dans notre projection, dans notre perspective, pour parler de la Lorraine de demain, il faut s'interroger sur le sentiment d'appartenance à la Lorraine d'aujourd'hui de la part de toute cette jeune génération. Effectivement, vous avez tout un pan de la jeunesse lorraine issue de parents nés dans les anciennes colonies, au Maghreb et en Afrique, qui ne se sent pas du tout concerné par la problématique de la constitution de la Grande Région, donc qui ne se sent pas concerné par l'entraîn et par la nécessité de travailler en coopération avec les Allemands, avec les Luxembourgeois et les Belges. Il est très important de vraiment prendre en compte cette donnée.

De très longs rapports ont été faits sur l'apprentissage de la langue du voisin, de l'allemand. Conclusion, il y a non apprentissage. En fait, tant que nous ne verrons pas que nous avons une jeunesse qui n'a aucune identité et aucune histoire avec notre voisin nous ne pourrons pas mettre en œuvre les méthodes efficaces d'apprentissage de la langue allemande.

En conclusion, je pense que dans cette notion de prospective, il nous faut répondre à la question suivante que tout jeune Lorrain ce pose : « *Qu'est-ce qui fait que je suis Lorrain, moi maintenant, jeune, issu ou non de l'immigration ? Comment j'arrive à accepter d'être Lorrain et comment je peux me projeter vers l'avenir ?* ». Si nous cherchons et proposons une réponse commune, je pense que beaucoup de jeunes Lorrains seront prêts à comprendre ce qu'est la Vallée Européenne des Matériaux et de l'Energie. Beaucoup de jeunes Lorrains seront prêts à se battre et à avancer pour la réussite de notre Région.

Mais attention, nous devons les regarder tels qu'ils sont et mettre en lumière les parcours et réussites de ceux qui sont déjà en mouvement vers la réussite de notre Région.

Intervention de Philippe Guillaume

1er collègue (CRCI)

Pour commencer, je voudrais saluer la réflexion portée par le groupe de travail qui s'est attelé à cette notion de citoyenneté ; c'est absolument remarquable pour une assemblée comme la nôtre et je ne crois pas que nous ayons souvent eu des débats d'une telle profondeur, d'une telle qualité.

Trois remarques très brèves pour commencer :

1°/ Edgar Morin - que Raymond a cité -, dans un récent ouvrage qui s'appelle « *La voie* » a en quelque sorte fixé le cadre de cette notion de citoyenneté, je tenais à le préciser ;

2°/ Notre société humaine, au fond, manque de caps profonds ;

3°/ le Président Masseret a évoqué avec beaucoup de justesse la notion de responsabilité partagée des uns et des autres.

Ainsi, de mon point de vue, la réflexion sur la citoyenneté entraîne de facto celle sur l'identité. En effet, on ne peut pas dissocier cette notion de citoyenneté de celle de l'identité, notion qui recouvre ce qu'en tant que citoyens nous reconnaissons comme valeurs communes dans un espace qui est celui de la Lorraine. Et à cet égard, force est d'admettre que l'identité lorraine est une construction relativement laborieuse sur laquelle nous devons probablement retravailler en profondeur demain.

L'identité lorraine est complexe. Elle se façonne dans une société qui est de plus en plus amnésique, qui, en quelque sorte a perdu sa mémoire et demeure en devenir.

Comme notre collègue l'évoque, si les jeunes générations considèrent que leurs fondamentaux sont en devenir, en création, ceux-ci néanmoins sont à la fois constitués de notre passé, mais également d'un futur que l'on veut appréhender et construire ensemble. En ce sens, la notion de projet est fondamentale pour nous Lorrains. Cela a été dit, le Pacte Lorrain porte en lui l'essence même d'une culture partagée. Il peut, dès lors, constituer demain l'outil fédérateur d'un projet non seulement partagé, mais qui également engage l'ensemble de nos concitoyens.

Nous en parlerons probablement tout à l'heure, il faut absolument que ce Pacte puisse prospérer avec l'ensemble des acteurs politiques, institutionnels et économiques pour qu'il puisse devenir une vraie « *success-story* ». Et qui dit *success-story*, dit concentration des moyens. Ainsi, ne dispersons pas nos forces et focalisons-nous sur les axes I et II du Pacte, afin de créer cette dynamique, à la fois facteur de citoyenneté et constitutive d'une véritable identité lorraine.



CONSEIL ÉCONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE LORRAINE

Hôtel de Région - Place Gabriel Hocquard
BP 81004 - 57036 Metz Cedex 1
Tél. 03 87 33 60 26 - Fax 03 87 33 61 09

www.ceselorraine.eu - cese@lorraine.eu
www.facebook.com/ceselorraine
www.twitter.com/ceselorraine

OCTOBRE 2013